

Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU PREMIER
GROUPE D'OPPOSITION

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
 ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
 1^{ER} GROUPE D'OPPOSITION

N° question	Questions
1	Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employé(e)s occasionnel(le)s en 2021-2022, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux et elles qui ont obtenu un poste permanent.
2	Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.
3	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
4	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
5	<p>Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activités (incluant hors Québec) auxquels ont participé les employé.es du ministère et membres relevant du cabinet de la ministre. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le lieu et la date ; b) le coût ; c) le nombre de participant.es ; d) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
6	Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2021-2022 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux. Détailler le nombre de participant.es ainsi que les lieux et dates.
7	La liste et une copie de tous les avis demandés au Secrétariat à la condition féminine par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel pour 2020-2021 et 2021-2022.
8	Veuillez nous fournir la liste et une copie de tous les avis produits par la Secrétariat à la condition féminine en 2021-2022.
9	La liste de tous les projets et plans d'action, au sein des ministères et organismes, qui ont intégré l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) depuis le 1er mars 2021. Indiquer également les projets et plans d'action qui intégreront l'ADS+ en 2022-2023.

N° question	Questions
10	Une copie de l’avis de l’analyse différencié selon les sexes (ADS+) produit par le Secrétariat à la condition féminine concernant le budget 2022-2023.
11	État de situation, au 31 mars 2022, du nombre de personnes ayant suivi une formation, notamment en ligne, sur l’ADS+ (incluant les formations régionales), dans le cadre de la poursuite de l’offre de services de sensibilisation et de formation auprès des hautes autorités, des gestionnaires et du personnel professionnel dans les ministères et les organismes gouvernementaux et les villes.
12	Veuillez nous fournir la liste des ministères et organismes ayant systématisé l’intégration de l’ADS+ dans leurs processus en date du 31 mars 2022. Préciser également pour chaque ministère et organisme la nature des mécanismes internes institués, les sommes et les ETC dédiés en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.
13	État de situation, au 31 mars 2022, des instances en place pour maintenir et consolider l’ADS+. Préciser le nombre de rencontres tenues en 2021-2022 par le comité de direction et le comité interministériel en ADS+.
14	Indiquer la fréquence et les dates des rencontres tenues par le Comité interministériel de sous-ministres associé.es et de sous-ministres adjoint.es en matière de violences sexuelles et ses sous-comités sont dédiées, en tout ou en partie, à la mise en œuvre des actions du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, en 2021-2022. Indiquer également les personnes présentes à ces rencontres.
15	Indiquer les actions concrètes implantées à la suite des travaux des 3 comités suivants en 2021-2022, et celles prévues en 2022-2023 : a) Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire ; b) Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires ; c) Comité consultatif sur l’éducation à la sexualité.
16	Liste des comités interministériels auxquels siège le Secrétariat à la condition féminine. Indiquer : a) Date des rencontres ; b) Liste des participants ; c) Les ordres du jour ; d) Les procès-verbaux.
17	Au 31 mars 2022, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes dans la construction pour l’année 2021-2022, ainsi que les actions prévues pour 2022-2023. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l’attraction des femmes pour le domaine de la construction. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.
18	Au 31 mars 2022, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes âgées pour l’année 2021-2022, ainsi que les actions prévues pour 2022-2023. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.
19	Au 31 mars 2022, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes agricultrices pour l’année 2021-2022, ainsi que les actions prévues pour 2022-2023. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l’attraction des femmes pour le domaine de l’agriculture. Indiquer les montants alloués par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.

N° question	Questions
20	Au 31 mars 2022, détailler le bilan des actions entreprises spécifiquement auprès des femmes en science pour l’année 2021-2022, ainsi que les actions prévues pour 2022-2023. Détailler également les mesures déployées afin de favoriser l’attraction des femmes pour le domaine des sciences. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.
21	Au 31 mars 2022, détailler le bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones en 2021-2022, ainsi que les actions prévues pour 2022-2023. Indiquer les montants consacrés par le SCF à la mise en place et la pérennisation de ces actions.
22	Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d’enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).
23	Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport Rebâtir la confiance.
24	Détailler les crédits budgétaires alloués en 2021-2022 et prévus en 2022-2023 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la commission spéciale sur l’exploitation sexuelle des mineurs.
25	Au 31 mars 2022, détailler le bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes et racisées pour 2021-2022 ainsi que les dates de réalisation. Détailler les budgets alloués pour 2021-2022, les prévisions budgétaires pour 2022-2023 ainsi que les actions à venir pour 2022-2023.
26	Détailler les sommes allouées en 2021-2022 pour les services d’interprétariat pour les organismes œuvrant contre la violence envers les femmes, ainsi que les prévisions budgétaires pour 2022-2023.
27	<p>Liste de tout avis, analyse, document produit par le SCF sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l’exploitation sexuelle des mineurs; b) le cyberharcèlement; c) le harcèlement sexuel en milieu de travail; d) les impacts de la violence conjugale sur les enfants; e) la recrudescence des féminicides; f) la COVID-19; g) les impacts de la COVID sur les femmes; h) l’intersectionnalité. i) le projet de loi n° 1, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance afin d’améliorer l’accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l’enfance et de compléter son développement ; j) le projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d’état civil ; k) le projet de loi n° 15, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d’autres dispositions législatives ; l) le projet de loi n° 92, Loi visant la création d’un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale ; m) les projets pilotes déterminés par le projet de loi n° 92. -

N° question	Questions
	n) le projet de loi n° 24, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d’y prévoir le pouvoir d’exiger qu’une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve ; o) le mouvement du SPGQ réclamant 10 jours de congé payé pour les victimes de violence conjugale ; p) le budget 2022-2023.
28	Projets financés dans le cadre du programme de soutien financier en matière d’égalité entre les femmes et les hommes (incluant les ententes administratives en égalité) du SCF en 2021-2022. Pour chacun, indiquer, par région : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé ; d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme ainsi que les raisons du rejet
29	Bilan de l’appel de projets nationaux, locaux et régionaux en matière d’égalité entre les femmes et les hommes, lancé en 2021-2022 par le SCF, dans le cadre du « programme de soutien financier en matière d’égalité entre les femmes et les hommes » : fournir la liste des projets financés. Ventiler par projet déposé en fournissant : a) le nom de l’organisation ayant déposé un projet ; b) la nature de l’organisation, par exemple : MRC, municipalités, organisations parapubliques des domaines de l’éducation, de la santé, des services sociaux ou du développement régional et local/organismes à but non lucratif, milieux autochtones ; c) le montant soumis lors du dépôt du projet ainsi que le montant de la subvention accordée ; d) le résumé du projet proposé ; e) le cas échéant, les étapes d’analyse franchies pour le projet ; f) le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet. Fournir la liste des projets n’ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projets.
30	Concernant le programme « Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région », pour les années 2021-2022 pour chaque Table ayant reçu la subvention de 20 000 \$, indiquez le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention. Indiquer le suivi des travaux en cours pour la prolongation des ententes jusqu'en 2022-2023.
31	Détailler le bilan des mesures et actions mises en place par le SCF pour assurer une concertation régionale en matière de condition féminine, en 2021-2022. Indiquer les sommes allouées par le SCF en matière de concertation régionale en 2021-2022 ainsi que les budgets prévus pour 2022-2023.
32	Fournir la structure et les mécanismes de suivi de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 pour s’assurer de l’état de situation, de sa mise en œuvre ou les résultats et le suivi de son évaluation. Fournir l’organigramme et la liste des membres à jour de tous les mécanismes d’évaluation et de suivi. Indiquer la fréquence et les dates de rencontre du comité interministériel, ainsi que les personnes présentes à ces rencontres.
33	Fournir le bilan détaillé par mesure, de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, avec les montants versés depuis le 1er mars 2021. Indiquer si l’actualisation des mesures est à jour, délais prévus à l’appui pour chacune des mesures et actions. Fournir également la prévision des actions et budgets pour 2022-2023.

N° question	Questions
34	<p>Dans le cadre de la consultation publique en vue du renouvellement de la <i>Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021</i>, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les dates des consultations ; b) L'horaire des consultations ; c) Le nombre de questionnaires reçus ; d) La liste des participants ; e) Les procès-verbaux.
35	<p>Fournir le bilan détaillé par mesure, de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernement pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021, avec les montants versés depuis le 1^{er} mars 2020. Indiquer si le déploiement des mesures est à jour, délais prévus à l'appui pour chacune des mesures et actions, en date du 31 mars 2022. Fournir également la prévision des actions et budgets pour 2022-2023.</p>
36	<p>Dans le cadre de la consultation publique portant sur l'égalité entre les femmes et les hommes à laquelle participait la ministre responsable de la Condition féminine, veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les dates des consultations ; b) L'horaire des consultations ; c) Le nombre de questionnaires reçu ; d) La liste des participants ; e) Les procès-verbaux.
37	<p>Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2021-2022 dans la mise en œuvre de l'axe 1 du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, Prévention, sensibilisation et information. Indiquer si le déploiement des mesures est à jour, en date du 31 mars 2022. Fournir la prévision des actions pour 2022-2023.</p>
38	<p>Bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2021-2022 dans la mise en œuvre de l'axe 4 du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023, Partage de l'expertise et développement des connaissances. Indiquer si les actions sont dans les délais.</p>
39	<p>Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2021-2022 dans la mise en œuvre des actions 3, 9 et A2 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.</p>
40	<p>Le 4 mai 2021, le Secrétariat à la condition féminine annonçait la somme de 345 844 \$ pour la deuxième phase d'une campagne de sensibilisation auprès des jeunes de 12 à 25 ans. Ventiler la somme et les actions accomplies.</p>
41	<p>Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2021-2022 par le SCF pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones. Indiquer les actions et prévisions budgétaires pour 2022-2023.</p>
42	<p>Dans le cadre de l'appel d'intention 2021-2022-Violence sexuelle et de violence conjugale et familiale en contexte autochtone, veuillez indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région ; b) La liste des projets retenus ; c) Le montant octroyé ; d) La région ; e) L'échéance du projet.

N° question	Questions
43	Fournir une ventilation détaillée des sommes accordées par le SCF en 2021-2022 pour déployer des mesures visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence conjugale et de violences sexuelles.
44	Détailler les sommes investies dans la sensibilisation et la lutte aux agressions et au harcèlement sexuels, dans tous les milieux, pour 2021-2022. Fournir le bilan des actions posées jusqu'à maintenant et celles prévues pour 2022-2023.
45	Détailler les sommes investies dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale pour 2021-2022. Fournir le bilan des actions posées jusqu'à maintenant et celles prévues pour 2022-2023.
46	<p>Les analyses différenciées selon les sexes (ADS) produites pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le projet de loi n° 1, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement ; b) Le projet de loi n° 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil ; c) Le projet de loi n° 15, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives ; d) Le projet de loi n° 24, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve ; e) Le projet de loi n° 92, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.
47	Les sommes supplémentaires investies pour la période des fêtes 2021 pour les femmes victimes de violence conjugale. Veuillez détailler les sommes.
48	<p>22,5 M\$ sur cinq ans pour rehausser le financement des maisons d'hébergement à l'occasion du budget 2021-2022, soit 4,5 M\$ par année. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ; b) Le coût reçu ; c) La date de réception du financement. d) Les prévisions pour 2022-2023
49	<p>92 M\$ sur cinq ans pour les maisons d'aide et d'hébergement de première étape, soit 18,4 M\$ par année. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ; b) Le coût reçu ; c) La date de réception du financement. d) Les prévisions pour 2022-2023.
50	222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes. Ventiler les coûts pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

N° question	Questions
51	Le nombre de lits supplémentaires ajoutés pendant les périodes de confinement pour les victimes de violence conjugale. Veuillez ventiler cette information par région.
52	Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1e avril 2021 pour les maisons d’hébergement de 1ere étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.
53	Le nombre de places supplémentaires développées depuis le 1e avril 2021 pour les maisons d’hébergement de 2e étape pour femmes victimes de violence conjugale, par région.
54	Les sommes investies pour les campagnes de publicité pour la violence conjugale pendant la pandémie. Veuillez ventiler les sommes.
55	<p>Le 4 décembre 2020, le gouvernement du Québec annonçait le déploiement d’un ensemble de mesures visant à améliorer la formation et les pratiques policières à l’endroit des citoyens autochtones ainsi qu’à lutter contre la violence vécue par les femmes et les filles autochtones. Pour la mesure suivante, veuillez nous indiquer le suivi et les actions posées par le Secrétariat à la condition féminine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,2 M\$ pour soutenir des projets de prévention et d’intervention par et pour les filles et femmes autochtones concernant l’exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles.
56	<p>Le 9 novembre 2020, le gouvernement annonçait les projets retenus dans le cadre de l’appel de projets 2020-2021 – <i>Sensibilisation en matière de violence conjugale</i>. Veuillez nous indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région; b) La liste des projets retenus; c) Le montant octroyé; d) La région; e) L’échéance du projet. f) La liste des projets n’ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projets.
57	<p>Le 14 juin 2021, le Secrétariat à la condition féminine annonçait un nouvel appel de projets pour le développement de cellules d’intervention rapide. Veuillez nous indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région ; b) La liste des projets retenus ; c) Le montant octroyé ; d) La région ; e) L’échéance du projet. f) La liste des projets n’ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projets.
58	Au sujet de l’annonce de 9,1 M\$ pour le soutien des cellules d’intervention rapide intersectorielles, ventiler le coût et les résultats obtenus.

N° question	Questions
59	<p>Le 27 mars 2020, le gouvernement annonçait 2,5 millions de dollars pour combler les besoins des organismes d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et femmes violentées vivant de multiples problématiques sociales. Veuillez nous indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La répartition du financement par région; b) La répartition du financement par organisme; c) La date des décaissements; d) Le nombre de places supplémentaires accessibles grâce à cette aide financière.
60	<p>Le 3 juin 2020, le gouvernement affirmait dans un communiqué de presse que « afin de répondre rapidement aux besoins accrus des femmes autochtones durant la pandémie, le Secrétariat à la condition féminine et le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) tiennent régulièrement des rencontres d'information avec les acteurs qui travaillent auprès de ces dernières, et ce, en partenariat avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec concernés par les enjeux soulevés ». Veuillez nous fournir pour l'année 2021-2022:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des rencontres d'information tenues; b) La liste des personnes présentes pour chacune de ces rencontres; c) Pour chacune des rencontres, veuillez nous fournir la liste des recommandations formulées.
61	<p>Le 3 décembre 2020, le gouvernement du Québec dévoilait le Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025. Veuillez nous indiquer, pour chacune des mesures annoncées:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Une brève description de la mesure; b) Le budget prévu, par année; c) Les indicateurs de performance; d) Si c'est une nouvelle mesure ou la reconduction d'une mesure déjà existante; e) Les partenaires ou ministères qui collabore à la réalisation de la mesure.
62	<p>Le 8 mars 2021, le gouvernement du Québec lançait le Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie. Veuillez-nous indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La liste des participants aux travaux interministériels ayant mené au dépôt du plan; b) La liste des rencontres tenues dans le cadre des travaux interministériels; c) La liste des organismes et partenaires rencontrés lors de l'élaboration du plan en indiquant l'organisme et la date de la rencontre; d) Pour chacune des 24 actions prévues dans le plan, veuillez nous indiquer les sommes prévues pour la réalisation du plan en nous indiquant les sommes déjà prévues dans les budgets et les nouvelles sommes; e) La répartition du 23,1 M\$ pour chacune des mesures en indiquant s'il s'agit de nouvelles sommes; f) Pour chacune des mesures énumérées dans l'Annexe 1 du plan, veuillez nous indiquer combien d'argent est réservé pour les femmes; g) À la mesure 2.1, il est prévu « sensibiliser les ministères et organismes aux impacts qu'aura eus la crise sur les femmes et les inciter à avoir recours à l'ADS dans le déploiement des actions à mettre en œuvre pour faire face à la pandémie. Veuillez nous indiquer la liste des actions posées par le SCT et le CSF depuis le début de la pandémie à ce sujet et les résultats de cette mesure.
63	<p>Détailler les sommes investies dans le <i>Programme de subvention à la relance</i> pour 2021-2022. Fournir celles prévues pour 2022-2023.</p>
64	<p>Le 16 février 2021, le gouvernement du Québec annonçait, par l'entremise du Programme d'aide à l'entrepreneuriat, une contribution financière non remboursable de 1,2 million de dollars au Réseau des Femmes d'affaires du Québec (RFAQ) afin d'accélérer la relance des entreprises à propriété féminine par l'accès à de nouveaux marchés sur une période de 3 ans. Veuillez indiquer:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La méthode de sélection des 500 entreprises visées par le programme;

N° question	Questions
	<p>b) La méthode de sélection des 8 régions sélectionnées par le gouvernement: -Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale, du Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, de Lanaudière, des Laurentides et du Saguenay-Lac-Saint-Jean;</p> <p>c) Veuillez nous indiquer quand le gouvernement entend déployer le programme pour les 9 régions manquantes;</p> <p>d) Les sommes prévues par année, pour les 3 prochaines années.</p>
65	<p>Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer :</p> <p>a) Le nombre d'employés. es dédiés à cette ligne ;</p> <p>b) Le nombre d'employés. es à temps partiel ;</p> <p>c) Le nombre d'employés. es à temps complet</p> <p>d) La formation reçue par les employés. es ;</p> <p>e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique ;</p> <p>f) Le nombre d'appels reçus à ce jour ;</p> <p>g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale)</p> <p>h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne ;</p> <p>i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique ;</p> <p>j) Les actions posées suite aux appels ;</p> <p>k) Les appels restants sans suivi.</p>

P1. POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, INDiquer LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉ.S OCCASIONNEL.LE.S EN 2021-2022, AINSI QUE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX ET CELLES QUI ONT OBTENU UN POSTE PERMANENT.

2021-2022 (en date du 28 février 2022)

Secteur	SCF
Tous les statuts	35
Régulier	35
Occasionnel	0
Pourcentage (%) d'employés occasionnels	0
Nombre d'employés devenus permanents	0
Pourcentage (%) d'employés devenus permanents	0

P2. NOMBRE DE POSTES VACANTS OU DE CONGÉS NON COMBLÉS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION.

Au 28 février 2022 : il y a 3 postes vacants au Secrétariat à la condition féminine.

P3. POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDiquer LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS ALORS QUE L'EMPLOYÉ ÉTAIT SOUS LE RÉGIME DU RQAP AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET EN INCLUANT LES RAISONS DE L'ABOLITION DU POSTE.

Aucun poste n'a été aboli au Secrétariat à la condition féminine alors qu'un employé était sous le régime du RQAP en 2021-2022.

P4. POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDiquer LE NOMBRE DE POSTES MUTÉS ALORS QUE L'EMPLOYÉ ÉTAIT SOUS LE RÉGIME DU RQAP AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PAR RÉGION ET EN INCLUANT LES RAISONS DE MUTATION DU POSTE.

Aucun poste n'a été muté au Secrétariat à la condition féminine alors qu'un employé était sous le régime du RQAP en 2021-2022.

P5. LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, MISSIONS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS (INCLUANT HORS QUÉBEC) AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS.ES DU MINISTÈRE ET MEMBRES RELEVANT DU CABINET DU MINISTRE. INDiquer :
A) LE LIEU ET LA DATE;
B) LE COÛT;
C) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS.ES;
D) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

Veillez vous référer à l'annexe 1.

P6. LISTE DE TOUS LES ÉVÈNEMENTS ORGANISÉS PAR LE SCF EN 2021-2022 ET LE BUDGET ALLOUÉ POUR LA TENUE DE CHACUN D'EUX. DÉTAILLER LE NOMBRE DE PARTICIPANT.ES AINSI QUE LES LIEUX ET DATES.

Veillez-vous référer à la question 4 des renseignements généraux.

Date	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2021-05-03 au 2021-05-07	ACFAS	88 ^e congrès de l'Acfas	1	Virtuel	- \$
2021-06-16	Fonds de recherche du Québec - Société et culture	Activité de transfert des connaissances - Action concertée en violence conjugale	2	Virtuel	- \$
2021-04-20 ou 2021-11-03	DRH - Ministère de l'Éducation	Atelier préserver son équilibre et son bien être personnel et professionnel	3	Virtuel	- \$
2021-06-01	DRH - Ministère de l'Éducation	Autoformations obligatoires en sécurité de l'information	15	Virtuel	- \$
2021-06-02 2021-06-03	Collectif de recherche FemAnVi	Colloque « Politiques et pratiques inspirantes en violence conjugale : perspectives internationales »	2	Virtuel	50,85 \$
2021-05-20	Récif 02	Colloque « Pour une région sans Stéréotypes »	1	Virtuel	- \$
2021-06-09	Secrétariat du Conseil du trésor	Colloque sur l'éthique des organisations publiques : en action vers l'excellence organisationnelle	1	Virtuel	- \$
2021-06-29	Fondation Émergence	Être proche aidant.e LGBTQ+ : des enjeux multiples	1	Virtuel	- \$
2021-04-14 et 2021-04-20 au 2021-05-25	Université Laval	Formation en ADS+	17	Virtuel	- \$
2021-05-06	SACAIS	Formation Portail nouveaux membres et collaborateurs (PIGOC/SACAIS)	1	Virtuel	- \$
2021-05-19	DRH - Ministère de l'Éducation	Formation prévention du harcèlement psychologique en milieu de travail	1	Virtuel	- \$
2021-06-08 ou 2021-05-05	DRH - Ministère de l'Éducation	La prévention et le traitement des situations d'incivilité, de conflits et de harcèlement psychologique et sexuel au travail; c'est l'affaire de tous	2	Virtuel	- \$
2021-06-21	Secrétariat aux Affaires autochtones	Partager l'expérience, partager l'expertise : les initiatives du gouvernement du Québec en matières autochtones	1	Virtuel	- \$
2021-05-06	DRH - Ministère de l'Éducation	Prendre la parole en public	1	Virtuel	- \$
2021-05-11	Initiative canadienne sur la prévention des homicides familiaux	Prévenir les homicides familiaux: de la recherche et des expériences vécues à la pratique	1	Virtuel	50,00 \$
2021-06-09 2021-07-07	DAIP - Ministère de l'Éducation	Processus de traitement d'une demande d'accès à l'information	1	Virtuel	- \$
2021-05-17 au 2021-05-21	Université Laval	Université féministe d'été	3	Virtuel	150,00 \$ chacune
2021-10-06	Université Laval	ADS+ en abrégé	2	Virtuel	- \$
2021-08-27	DRH - Ministère de l'Éducation	Autoformations obligatoires en sécurité de l'information	1	Virtuel	- \$
2021-12-09	Département de psychologie de l'Université du Québec à Montréal	Comment se déconfiner... sans trop stresser?	5	Virtuel	- \$
2021-11-10	Collectif de recherche féministe anti-violence (FemAnVi)	Conférence-midi: Traitement sociojudiciaire de la violence conjugale et de l'aliénation parentale	1	Virtuel	- \$

Date	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2021-12-09	Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (RAPLIQ)	formation portant sur les femmes en situation de handicap victime de violence conjugale	1	Virtuel	- \$
2021-12-22	Infrastructures technologiques Québec	Formation pour les formateurs sur l'outil Smart Office	5	Virtuel	- \$
2021-11-18	Cégep Garneau	Gérer le temps et les priorités avec Outlook	2	Virtuel	- \$
2021-09-20	SCT	Initiation à l'éthique organisationnelle	2	Virtuel	- \$
2021-12-02	Carrefour Sécurité en violence conjugale	Initiation à l'évaluation et à la gestion collective des risques pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale et de leurs proches	1	Virtuel	- \$
2021-08-26	Trajetvi - Université de Montréal	Initiatives sociojudiciaires : état de la pratique et perspectives d'avenir	1	Virtuel	- \$
2021-12-29	SCT	Introduction à la philosophie de gestion Lean Six Sigma	1	Virtuel	- \$
2021-12-02	CNESST	L'homme en tant qu'allié : un partenariat puissant	1	Virtuel	- \$
2021-10-06	SCT	La compétence éthique : au-delà des référentiels de compétences	1	Virtuel	- \$
2021-11-16	Le Phare des AffranchiEs (programme Lueur)	Module 1 : L'essentiel	1	Virtuel	- \$
2021-11-10	UQO	Prendre la parole en public : domestiquez la bête	1	Virtuel	- \$
2021-08-05	MSSS	Programme de recherche sur la violence conjugale	1	Virtuel	- \$
2021-11-02	Accent Formation	Rédaction stratégique - Notions de base	2	Virtuel	- \$
2021-12-29	SCT	S'acclimater au travail en mode hybride	1	Virtuel	- \$
2021-09-30	Directeur des poursuites criminelles et pénales, Me Joanny St-Pierre	Voyeurisme et diffusion d'images intimes sans le consentement: mieux comprendre ces infractions	1	Virtuel	- \$
2021-11-01	Technologia	Webinaire Prendre la parole en public comme un pro	1	Virtuel	- \$
2021-09-09	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)	Webinaire violence conjugale en milieu de travail	1	Virtuel	- \$
2022-01-20	CNESST	25 ans plus tard : où en sommes nous avec l'équité salariale	10	Virtuel	- \$
2022-01-19	Barreau du Québec (Maison Hélène-Lacroix)	Devant la violence conjugale, ne fermez pas les yeux	1	Virtuel	- \$
2022-02-08 2022-05-15	Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	Diversité culturelle au travail	1	Virtuel	- \$
2021-10-14, 2022-01-25, 2022-01-26	AFI Expertise	Excel - Notions de bases	2	Virtuel	- \$

Date	Nom du fournisseur	Nom de la formation	Nombre de participants	Lieu	Coût
2022-01-07	Infrastructures technologiques Québec	Formation ACT	3	Virtuel	- \$
2022-02-24	DRH - Ministère de l'Éducation	Webinaire One Note	3	Virtuel	- \$
2022-02-22	DRH - Ministère de l'Éducation	Gestion des employés en difficulté ou présentant des écarts de rendement	1	Virtuel	- \$
2022-02-23	Ministère de l'Éducation	La gestion contractuelle au ministère de l'Éducation	1	Virtuel	- \$
2022-02-22	Centre du savoir sur la violence basée sur le sexe	La violence contre les personnes transgenres noires : intersectionnalité et promotion des droits	1	Virtuel	- \$
2022-02-03	Assemblée Nationale du Québec	L'ABC de l'assemblée nationale et des commissions	1	Virtuel	- \$
2022-02-16 2022-02-23	Conseil Formation Coaching	Leadership sans autorité formelle	1	Virtuel	- \$
2022-02-01	OQLF	OQLF - Rédaction épïcène	16	Virtuel	- \$
En continu	Enap	Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	1	Virtuel	- \$
2022-02-15 2022-02-16	Accent Formation	Rédaction stratégique avancée	3	Virtuel	- \$
2022-02-24	DRH - Ministère de l'Éducation	Séance d'accueil pour les nouveaux employé.es du MEQ	2	Virtuel	- \$
2022-02-11	Public Safety Canada	Webinar Series: Combatting Online Child Sexual Exploitation	1	Virtuel	- \$

P7. LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL POUR 2020-2021 ET 2021-2022.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2022-2023.

P8. VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS PRODUITS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2021-2022.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2022-2023.

P9. LA LISTE DE TOUS LES PROJETS ET PLANS D'ACTION, AU SEIN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, QUI ONT INTÉGRÉ L'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS+) DEPUIS LE 1ER MARS 2021. INDiquer ÉGALEMENT LES PROJETS ET PLANS D'ACTION QUI INTÈGRERONT L'ADS+ EN 2022-2023.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2021-2022, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (en date du 28 février 2022) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Politique gouvernementale de prévention en santé publique* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2021-2026* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Réforme du droit de la famille* (ministère de la Justice)
- *Règlement d'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* (ministère de la Justice)
- *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Révision de la Loi sur la santé et la sécurité du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Stratégie gouvernementale en développement durable* (ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques)
- *Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires* (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)
- *Plan d'action de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (ministère de la Justice)
- *Comité de pertinence pour une action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)

P10. UNE COPIE DE L'AVIS D'ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES (ADS+) PRODUIT PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE CONCERNANT LE BUDGET 2022-2023.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2021-2022, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (en date du 28 février 2022) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Politique gouvernementale de prévention en santé publique* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2021-2026* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Réforme du droit de la famille* (ministère de la Justice)
- *Règlement d'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* (ministère de la Justice)
- *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Révision de la Loi sur la santé et la sécurité du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Stratégie gouvernementale en développement durable* (ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques)
- *Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires* (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)
- *Plan d'action de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (ministère de la Justice)
- *Comité de pertinence pour une action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)

P11. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DU NOMBRE DE PERSONNES AYANT SUIVI UNE FORMATION, NOTAMMENT EN LIGNE SUR LES ADS+ (INCLUANT LES FORMATIONS RÉGIONALES), DANS LE CADRE DE LA POURSUITE DE L'OFFRE DE SERVICES DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION AUPRÈS DES HAUTES AUTORITÉS, DES GESTIONNAIRES ET DU PERSONNEL PROFESSIONNEL DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET LES VILLES.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Afin de mettre à jour, améliorer et approfondir leurs compétences en ADS+, 18 professionnelles, 1 étudiante et 2 gestionnaires du SCF ont suivi une formation de 14 heures en ADS+ au printemps 2021, dispensée par madame Amélie Keyser-Verreault, conseillère scientifique à l'Institut Équité, Diversité, Inclusion, Intersectionnalité de l'Université Laval.

En décembre 2021, une nouvelle formation d'introduction à l'ADS à l'intention du personnel professionnel du gouvernement a été élaborée par le SCF. Depuis, le SCF a formé 30 professionnelles et professionnels provenant de trois ministères (ministère de l'Éducation (14), ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale(8) et ministère de l'Économie et de l'Innovation (8)).

P12. VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT SYSTÉMATISÉ L'INTÉGRATION DE L'ADS+ DANS LEURS PROCESSUS EN DATE DU 31 MARS 2022. PRÉCISER ÉGALEMENT POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME LA NATURE DES MÉCANISMES INTERNES INSTITUÉS, LES SOMMES ET LES ETC DÉDIÉS EN 2021-2022 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

L'intégration de l'ADS dans les processus et mécanismes internes des ministères et organismes revient à chaque ministère et organisme.

P13. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DES INSTANCES EN PLACE POUR MAINTENIR ET CONSOLIDER LES ADS+. PRÉCISER LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES EN 2021-2022 PAR LE COMITÉ DIRECTEUR ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ADS+.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

Dans le cadre du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, une mesure sous la responsabilité du SCF prévoit la sensibilisation des ministères et organismes aux impacts qu'aura eu la crise sur les femmes et les inciter à avoir recours à l'ADS dans le déploiement des actions à mettre en œuvre pour faire face à la pandémie. 1 M\$ sur 5 ans a été alloué au SCF dans le budget 2021-2022 pour soutenir l'ADS dans le cadre de cette mesure ce qui s'est traduit par l'ajout de deux nouvelles conseillères en égalité dédiées à l'ADS.

Le SCF a entrepris au cours des 12 derniers mois des travaux visant à actualiser son approche en ADS, afin notamment d'y intégrer une perspective plus intersectionnelle. Pour ce faire, le SCF a mis sur pied en février 2021 le Comité consultatif en ADS qui réunit une quinzaine de membres issus du milieu communautaire, de la recherche et de divers paliers de gouvernement (municipal, fédéral et provincial) 6 rencontres ont été tenues. Les travaux du Comité seront un des intrants pour le renouvellement de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*.

P14. INDiquer LA FRÉQUENCE ET LES DATES DES RENCONTRES TENUES PAR LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉ.ES ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINT.ES EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET SES SOUS-COMITÉS QUI SONT DÉDIÉS, EN TOUT OU EN PARTIE, À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023, EN 2021-2022. INDiquer ÉGALEMENT LES PERSONNES PRÉSENTES À CES RENCONTRES.

Les comités interministériels de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles et en matière de violence conjugale ont été créés par le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.

Ces comités assurent une concertation de niveau décisionnel en vue de l'élaboration, de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Leurs travaux concernent notamment :

- la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* et les actions découlant du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels (2017);
- le *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*;
- le *Plan d'action spécifique 2020-2025 pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes*;
- les *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026*.

Les membres de ces comités sont sollicités ponctuellement afin de fournir au Secrétariat à la condition féminine (SCF), en collaboration avec les membres des comités interministériels de niveau professionnel, l'état de situation de la mise en œuvre des actions sous la responsabilité de leur ministère ou organisme.

Le Comité d'orientation en violence sexuelle, conjugale et familiale – niveau de sous-ministres associé(e)s et de sous-ministres adjoint(e)s a été créé de façon temporaire afin de proposer une réponse gouvernementale concrète et concertée aux recommandations du rapport *Rebâtir la confiance* du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale. Ce comité inclut des responsables des enjeux autochtones dans les ministères et organismes concernés. Le comité a aussi mené des travaux en vue de l'élaboration d'une nouvelle stratégie gouvernementale ayant trait aux violences sexuelle et conjugale.

Pour la fréquence et les membres des rencontres des comités interministériels, veuillez vous référer à la question 59 des renseignements généraux.

P15. INDiquer LES ACTIONS CONCRÈTES IMPLANTÉES À LA SUITE DES TRAVAUX DES 3 COMITÉS SUIVANTS EN 2021-2022, ET CELLES PRÉVUES EN 2022-2023 :

A) COMITÉ CONSULTATIF POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES EN MILIEU SCOLAIRE;

B) COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DES RAPPORTS ÉGALITAIRES;

C) COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ.

A. Le Comité consultatif pour la promotion de rapports égaItaires en milieu scolaire est coordonné par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat de :

- participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels;
- soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaItaires dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).

Pour 2021-2022, ce comité a eu comme mandat de donner son avis au SCF sur la pertinence et la mise en œuvre d'actions visant à lutter contre les stéréotypes sexuels et sexistes en milieu scolaire dans le cadre du renouvellement de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les hommes et les femmes vers 2021*.

B. Le Comité interministériel pour la promotion de rapports égaItaires est un comité permanent, coordonné par le SCF. Il a un rôle de conseil et de concertation. Il a pour mandat :

- d'assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égaItaires;
- d'assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux;
- de soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égaItaires dans les lieux d'éducation.

Pour 2021-2022, ce comité a contribué à orienter la planification des interventions concernant les rapports égaItaires prévus par le SCF dans le cadre du renouvellement de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*. Il a également constitué un lieu de concertation pour les organisations qui s'y réunissent afin de diffuser leurs propres initiatives liées aux rapports égaItaires et d'établir d'éventuelles collaborations.

C. Le Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité

Le dossier de l'éducation à la sexualité est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation (MEQ).

Le SCF siège au comité consultatif sur l'éducation à la sexualité, coordonné par le MEQ.

- P16. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS SIÈGE LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE. INDIQUER :**
- a) DATE DES RENCONTRES;**
 - b) LISTE DES PARTICIPANTS;**
 - c) LES ORDRES DU JOUR;**
 - d) LES PROCÈS-VERBAUX.**
-

Veillez-vous référer à la question 59 des renseignements généraux.

P17. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SPÉCIFIQUEMENT AUPRÈS DES FEMMES DANS LA CONSTRUCTION POUR L'ANNÉE 2021-2022, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023. DÉTAILLER ÉGALEMENT LES MESURES DÉPLOYÉES AFIN DE FAVORISER L'ATTRACTION DES FEMMES POUR LE DOMAINE DE LA CONSTRUCTION. INDiquer LES MONTANTS ALLOUÉS PAR LE SCF À LA MISE EN PLACE ET LA PÉRENNISATION DE CES ACTIONS.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) porte la responsabilité de la réalisation du bilan de la mise en œuvre du *Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024*.

En 2021-2022, dans le cadre de l'objectif visant à favoriser l'autonomisation économique des femmes et leur participation aux mesures de relance économique du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a :

- Assuré le suivi de 13 projets portés par des organismes régionaux visant à mettre en place une concertation à l'échelle régionale, en collaboration avec des partenariats locaux, afin de soutenir la participation des femmes au marché du travail dans les secteurs visés par la relance économique, dont la construction. Les projets, annoncés en 2020-2021 et en cours de réalisation, sont portés par les 13 organismes régionaux suivants :
 - Accès-Travail-Femmes
 - Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière
 - Centre-Étape
 - Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)
 - Centre Lanaudière d'emploi pour femmes (CLEF)
 - Centre d'orientation et de formation pour les femmes en recherche d'emploi (COFFRE)
 - Connexion Emploi Ressources Femmes
 - Dimension Travail
 - Options Femmes
 - Options sans limite
 - Partance - Centre d'emploi pour femmes
 - SEMO Le Jalon
 - Service d'orientation et de recherche d'emploi pour l'intégration des femmes au travail (SORIF)
- Versé 21 610 \$ au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail pour la mise en œuvre d'un projet d'une durée de un an, annoncé en 2020-2021, visant à mettre en place une concertation à l'échelle nationale, en collaboration avec des partenariats régionaux, afin de soutenir la participation des femmes au marché du travail dans les secteurs visés par la relance économique, dont la construction. Ce projet est en cours de réalisation.
- Assuré le suivi d'un projet porté par la CCQ visant à soutenir les entreprises pour permettre l'intensification de l'offre de climats de travail sains, inclusifs, durables et respectueux des droits dans l'industrie de la construction, particulièrement dans le contexte de la pandémie et de la relance.

Dans le cadre de l'action 2.2.1 de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* qui vise à « Mettre en place des initiatives pour accroître la présence des femmes en emploi dans le secteur de la construction » :

- Le SCF a versé 20 000 \$ à SEMO Le Jalon pour la mise en œuvre d'un projet d'un an visant à contribuer à réunir les conditions gagnantes pour aplanir les enjeux persistants à l'inclusion des femmes en emploi sur les chantiers et dans d'autres secteurs à prédominance masculine. Ce projet contribue également à la mise en œuvre de l'action 2.2.2 « Mettre en place des initiatives pour accroître la présence des femmes en emploi dans les secteurs d'avenir et favoriser la mixité en emploi ».
- Le SCF a versé 20 070 \$ à l'Université Laval pour la réalisation d'un projet de recherche visant à documenter les bonnes pratiques en lien avec l'intégration, le maintien et la progression de carrière des femmes dans l'industrie de la construction.
- Le SCF a versé 64 000 \$ à l'organisme les Elles de la construction pour la mise en œuvre d'un projet d'un an visant à soutenir l'intégration et la réintégration en emploi des femmes professionnelles (ingénieures, designers, etc.) en construction et à soutenir les entrepreneures du même secteur, ainsi que les futures entrepreneures pour s'assurer d'une participation active des femmes dans la relance économique post-COVID 19.

P18. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SPÉCIFIQUEMENT AUPRÈS DES FEMMES ÂNÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023. INDIQUER LES MONTANTS ALLOUÉS PAR LE SCF À LA MISE EN PLACE ET LA PÉRENNISATION DE CES ACTIONS.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) prend acte des réalités des femmes âgées et travaille, en collaboration avec divers ministères et organismes, à l'élaboration de mesures reliées à ce groupe dans les différentes interventions gouvernementales sous sa responsabilité.

Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021

La mesure suivante de la Stratégie vise spécifiquement les femmes âgées :

- Action R3 : Tracer un portrait socio-économique des femmes âgées du Québec (porteur : Secrétariat aux aînés, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS));

Le portrait est en cours.

Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023

Plusieurs actions tiennent compte des réalités différentes des personnes âgées. Par exemple :

- Action 1 : Soutenir des activités de sensibilisation à la violence conjugale et à la violence faite aux femmes (porteur : SCF) :

- Mieux connaître pour mieux agir sur les violences conjugales ; Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles, Montréal

Le SCF a versé un montant de 16 970 \$ en 2021-2022 pour ce projet.

- Info-Violence ; Info-Femmes, Montréal

Le SCF a versé un montant de 8 797 \$ en 2021-2022 pour ce projet;

- Action 5 : Élaborer un outil d'information et de sensibilisation spécifique à la violence conjugale vécue par les personnes âgées (porteur : Secrétariat aux aînés (MSSS); collaborateur : SCF, INSPQ);
- Action 20 : Bonifier le contenu portant sur la violence conjugale vécue par les personnes âgées dans le *Guide de référence pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées*, afin de mieux outiller les intervenantes et intervenants à cet égard (porteur : Secrétariat aux aînés (MSSS);
- Action 21 : Élaborer une activité de sensibilisation pour les intervenantes et les intervenants du milieu de la santé et des services sociaux en ce qui concerne les réalités des personnes âgées qui vivent une situation de violence conjugale et les bonnes pratiques à mettre en place auprès d'elles (porteur : MSSS, collaborateur : Secrétariat aux aînés (MSSS)).

Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022

Le SCF a diffusé le rapport final « Modèle de concertation pour soutenir les âgées victimes de violence conjugale » et développé par Lyse Montminy et Christine Drouin dans le cadre de la mesure 52 du *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022* qui était sous sa responsabilité.

Le SCF accompagne en ADS le Secrétariat aux aînés (MSSS) dans le cadre des travaux d'élaboration du *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027*.

Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026

Le SCF a contribué aux travaux visant l'élaboration d'une politique nationale sur la proche aide et d'un plan d'action à cet égard, menés par le MSSS pour s'assurer qu'ils prennent en compte la réalité différenciée des femmes et des hommes à titre de personnes proches aidantes.

P19. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SPÉCIFIQUEMENT AUPRÈS DES FEMMES AGRICULTRICES POUR L'ANNÉE 2021-2022, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023. DÉTAILLER ÉGALEMENT LES MESURES DÉPLOYÉES AFIN DE FAVORISER L'ATTRACTION DES FEMMES POUR LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE. INDiquer LES MONTANTS ALLOUÉS PAR LE SCF À LA MISE EN PLACE ET LA PÉRENNISATION DE CES ACTIONS.

Dans le cadre de l'action 2.4.4. de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 (Stratégie égalité)*, le gouvernement du Québec s'est engagé à réaliser des actions visant à soutenir l'entrepreneuriat agricole féminin.

Pour contribuer à la réalisation de l'action 2.4.4, en 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a versé 20 000 \$ afin de poursuivre la réalisation d'une étude visant à documenter le travail invisible chez les femmes entrepreneures en agriculture, selon différents aspects organisationnels de leur entreprise. L'Université du Québec à Montréal doit développer un outil de calcul interactif de la valeur du travail des femmes. Ce projet est réalisé en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le Conseil du statut de la femme et Agricultrices du Québec. Le comité de suivi a été formé en 2019, puis une revue de littérature et un plan de travail ont été élaborés. Le projet se terminera en 2022.

P20. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SPÉCIFIQUEMENT AUPRÈS DES FEMMES EN SCIENCE POUR L'ANNÉE 2021-2022, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023. DÉTAILLER ÉGALEMENT LES MESURES DÉPLOYÉES AFIN DE FAVORISER L'ATTRACTION DES FEMMES POUR LE DOMAINE DES SCIENCES. INDiquer LES MONTANTS CONSACRÉS PAR LE SCF À LA MISE EN PLACE ET LA PÉRENNISATION DE CES ACTIONS.

En 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a :

- assuré le suivi d'un projet de l'Université de Sherbrooke qui vise à former et outiller les étudiantes et les professionnelles en sciences et en génie et accompagner leurs milieux d'accueil dans le but d'améliorer l'intégration et le maintien en emploi des femmes et à favoriser la mixité dans ces domaines. Ce projet, d'une durée de deux ans, a été soutenu dans le cadre de l'appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2019-2020 du SCF.
- versé 210 000 \$ à Mentorat Québec pour la mise en œuvre d'un projet d'accélérateur de programmes de mentorat pour les secteurs à prédominance masculine, dont le secteur de l'ingénierie. Ce projet consiste en la phase 2 d'un projet soutenu par le SCF et poursuit toujours l'objectif de créer des conditions favorisant l'intégration et la rétention des femmes dans les secteurs d'activités économiques où elles sont sous-représentées, en appliquant l'approche intersectionnelle. Ce projet est d'une durée de deux ans et contribue à la mise en œuvre de la mesure 22 « mettre en place un programme de mentorat et des activités de réseautage pour favoriser la présence des femmes dans les emplois à prédominance masculine » de la *Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023*.
- versé 140 000 \$ à l'Université de Montréal pour la réalisation du projet « Parité Science ». Le projet vise à sensibiliser, à former et à outiller les personnes intervenantes des milieux scolaires secondaire et collégial pour les disciplines liées aux mathématiques, à la physique et à l'informatique, à l'importance de leur rôle dans l'orientation de carrière des jeunes femmes et à leurs propres biais inconscients relativement à la place des femmes dans les domaines scientifiques. Il se déroule sur deux ans et contribue à la mise en œuvre de l'action 2.2.2 « Mettre en place des initiatives pour accroître la présence des femmes en emploi dans les secteurs d'avenir et favoriser la mixité en emploi » de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021*. Ce projet consiste en la phase 2 d'un projet soutenu par le SCF.

P21. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES FEMMES AUTOCHTONES POUR 2021-2022, AINSI QUE LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2022-2023. INDiquer LES MONTANTS CONSACRÉS PAR LE SCF À LA MISE EN PLACE ET LA PÉRENNISATION DE CES ACTIONS.

Pour l'année 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) aura versé 5 019 750,30 \$ pour des projets dédiés aux Premières Nations et Inuits (voir annexe) en fonction des grands volets suivants :

- Égalité entre les femmes et les hommes : 395 007 \$ pour la poursuite de 5 projets.
- Violences sexuelles (agressions sexuelles et exploitation sexuelle) : 1 419 000 \$ pour la réalisation et la poursuite de 10 projets.
- Violence conjugale et familiale: 1 242 600 \$ pour la réalisation et la poursuite de 15 projets et ententes.
- Hommes et guérison : 1 910 291,30 \$ pour la réalisation de 15 projets.
- Impact de la pandémie sur les femmes : 52 852 \$ pour la réalisation de 1 projet

Le SCF a aussi mis en place un comité de travail « Femmes autochtones », œuvrant en matière de violences sexuelles, d'égalité entre les femmes et les hommes et de violence conjugale et familiale en vue de prioriser des actions structurantes pour les femmes autochtones ».

- Le comité créé en 2019 regroupe 7 organisations autochtones, qui défendent les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuits, et des représentantes et représentants gouvernementaux.
- Le comité s'est réuni à cinq reprises en 2021-2022.

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2021-2022
Projets en égalité				
Association des femmes cries de Eeyou Istchee	Entente en matière d’égalité entre les femmes et les hommes en Eeyou Istchee	2017-2018	4 ans	45 000,00 \$
Administration régionale Kativik - Saturvitt	Entente de partenariat 2017-2021 en matière d’égalité entre les femmes et les hommes, région Nord-du-Québec, territoire Kativik	2017-2018	4 ans	105 000,00 \$
Collectif Femmes autochtones, leadership et gouvernance	Mise en lumière des femmes inspirantes autochtones	2020-2021	1 an	57 100,00 \$
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	La Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador en soutien aux femmes d'affaires et à la valorisation du leadership économique des femmes autochtones	2018-2019	4 ans	120 000,00 \$
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL)	Initiative des femmes élues de l’APNQL	2018-2019	4 ans	67 907,00 \$
Université du Québec à Montréal (en partenariat avec Femmes autochtones du Québec)	École d'été créditée sur la gouvernance autochtone au féminin	2018-2019	1 an	
Conseil de la Nation Atikamekw	Recherche et évaluation de la situation sur les relatioons entre les hommes et les femmes dans la communauté Atikamekw	2019-2020	3 ans	
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (Conseil de bande de Mashteuiatsh)	Ninatututheu (« J’entends »)	2018-2019	2 ans	
Total Égalité				395 007,00 \$
Projets en violences sexuelles				
Femmes autochones du Québec	Poursuivre la sensibilisation à la violence sexuelle en milieu autochtone --Ma sexualité, c’est une question de respect : brisons le silence!	2018-2019	2 ans	20 000,00 \$
Centre d’expertise Marie-Vincent	Le programme Lanterne en milieux autochtones	2018-2019	3 ans	
Conseil des Atikamekw d’Opitciwan – Service de santé d’Opitciwan	Wapikoni	2018-2019	1 an	
Femmes Autochtones du Québec *	Respect de nos corps	2021-2022	4 ans	80 000,00 \$
Centre des femmes de Montréal*	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	2021-2022	4 ans	195 600,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau*	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caratère sexuel - Point de service à Pessamit	2021-2022	4 ans	220 000,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2021-2022
Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE) *	Cercle de soutien pour hommes autochtones abusés sexuellement dans l'enfance	2021-2022	2 ans	85 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik *	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	2021-2022	3 ans	200 000,00 \$
L'Association des femmes cris d'Eeyou Istchee *	"I said no" Campaign	2021-2022	2 ans	175 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh *	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	2021-2022	4 ans	240 000,00 \$
CALACS Châteauguay *	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	2021-2022	4 ans	30 400,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi *	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	2021-2022	4 ans	173 000,00 \$
Total Violences sexuelles				1 419 000,00 \$
Projets en violence conjugale familiale				
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Minadjidawin (« respect » en langue algonquine)	2018-2019	3 ans	132 100,00 \$
Association des femmes cries de Eeyou Istchee	Fostering respect within our home, community and nation	2018-2019	3 ans	50 000,00 \$
Centre d'Amitié autochtone de Trois-Rivières	Kicteritcikewin- Fierté	2020-2021	2 ans	44 500,00 \$
Conseil des Atikamekw de Manawan	Waska Sakihitowin	2020-2021	2 ans	44 000,00 \$
Association des femmes de Nikawi	Projet prévention en violence conjugale familiale	2020-2021	1 an	10 000,00 \$
Conseil des Innus de Pakua Shipu	Ishpetentamatau Nikan	2018-2019	3 ans	49 000,00 \$
Centre d'hébergement Tipinuaikan	Prévention et intervention de proximité à la violence conjugale et/ou familiale en contexte autochtone	2021-2022	2 ans	112 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or *	Wabigoni	2021-2022	2 ans	200 000,00 \$
Centre de santé Inuulitsivik *	On the land family project	2021-2022	2 ans	40 000,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2021-2022
Centre de santé Inuulitsivik *	Workshops for men	2021-2022	2 ans	26 000,00 \$
Services santé et communautaires de Gesgapegiag *	Jinm'mug Nepisutijig (Men in Healing)	2021-2022	2 ans	20 000,00 \$
L'Association des femmes cris d'Eeyou Istchee *	Manchaadaau	2021-2022	2 ans	205 000,00 \$
Femmes Autochtones du Québec *	Nakatueniminitishu (Prends soin de toi)	2021-2022	2 ans	100 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac St-Jean *	La guérison par la culture	2021-2022	2 ans	150 000,00 \$
Trajetvie *	Letting Indigenous voices be heard (Part 2): Using research results to help fight violence against women in the community of Listuguj	2021-2022	2 ans	60 000,00 \$
Total violence conjugale familiale				1 242 600,00 \$
Projets Hommes et Guérison				
Mohawk Council of Kanesatake*	In Spirit of Healthy Community Kanesatake Family Violence Prevention	2021-2022	4 ans	220 493,80 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre*	Nabé (Homme en Ashinabe)	2021-2022	4 ans	48 597,50 \$
Maison de Job*	Faciliter l'accès aux services d'hébergement en dépendance aux hommes autochtones-Le chemin vers la guérison	2021-2022	4 ans	122 188,00 \$
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du nord du Québec (CRC ATNQ)*	Les voix de guérison Tebwewin Aki	2021-2022	4 ans	22 216,00 \$
Maison communautaire Missinak*	Cercle Napeu	2021-2022	4 ans	111 080,00 \$
Qimutjuit Men's Association of Kuujjuaraapik*	Healing Inuit Traditionally On The Land	2021-2022	4 ans	147 181,00 \$
Hommes Sept-Îles*	Shukapeu – homme solide	2021-2022	4 ans	111 080,00 \$
Conseil des Innus de La Romaine*	Hommes et guérison	2021-2022	4 ans	111 080,00 \$
Centre de santé et services sociaux Mashteuiatsh + CRH Optimum	Recherche-action visant le développement de cadres, pratiques et services holistiques adaptés auprès des hommes autochtones de différentes réalités de Mashteuiatsh et ailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	2021-2022	4 ans	333 240,00 \$

ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2021-2022
Centre de santé et service sociaux de Matimekush Lac-John*	La maison des hommes	2021-2022	4 ans	113 850,00 \$
Gouvernement de la Nation Crie*	Support Group for Men in Eeyou Istchee and Drawing from the Land for Healing	2021-2022	4 ans	138 850,00 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque*	Aspehiriniwin	2021-2022	4 ans	137 461,50 \$
Services sociaux d'Opitciwan*	Witcihitowin iriniwok otci (Entraide, aide auprès des hommes)	2021-2022	4 ans	130 519,00 \$
Conseil Abénaki Wôlinak*	À déterminer	2021-2022	4 ans	51 374,50 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci*	Projet Kotowakinik	2021-2022	4 ans	111 080,00 \$
Total Hommes et guérison				1 910 291,30 \$
Impact pandémie sur les Femmes				
Maison communautaire Missinak	Embauche d'une ressource	2021-2022	1 an	52 852,00 \$
Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Bonification des actions et activités en prévention de la violence familiale du projet Ninatututheu (J'entends)	2020-2021	1 an	0,00 \$
Conseil des Abénakis de Wôlinak	Briser l'isolement des femmes susceptibles de vivre de la violence	2020-2021	1 an	0,00 \$
Conseil de la Nation Innu Matimekush-Lac John	Favoriser le bien-être et le ressourcements des femmes, hommes, aînés et enfants par la pratique de la culture et de la spiritualité sur le territoire	2020-2021	1 an	
Conseil des Innus de Pakua Shipi	Offrir des activités, des programmes et des services aux femmes, aux filles et aux familles de Pakua Shipi de manière sécuritaire en contexte de pandémie.	2020-2021	1 an	
Conseil des Anicinapek de Kitcisakik	Répondre aux enjeux économiques et d'isolements vécus chez les femmes de la communauté de Kitcisakik	2020-2021	1 an	
Association des femmes cries du Eeyou Istchee	Maintain the organizations activities, programs and services	2020-2021	1 an	
Impact pandémie sur les Femmes				52 852,00 \$
Grand total 2021-2022				5 019 750,30 \$

* Projets financés dans le cadre de l'Appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone

** Le tableau inclut seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine

P22. DÉTAILLER LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES ALLOUÉS EN 2021-2022 ET PRÉVUS EN 2022-2023 AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC (RAPPORT VIENS) AINSI QUE LES RECOMMANDATIONS DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (ENFFADA).

Dans le cadre des suites à donner aux commissions d'enquête autochtones au Québec, soit : la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a lancé à l'automne 2021 l'*Appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone*. Cet appel d'intention disposait d'un budget de 11,4 M\$ sur 4 ans pour apporter des réponses concrètes aux problématiques de violences sexuelles et de violence conjugale et familiale en milieux autochtones. Au terme de la sélection finale, ce sont 33 projets qui ont été financés en 2021-2022 :

- 9 projets pour le volet *Violence conjugale et familiale*
- 9 projets pour le volet *Violences sexuelles*
- 15 projets pour le volet *Hommes et guérison*.

Le SCF va avoir versé un montant de 1 743 678\$ en 2021-2022 pour la réalisation de ces 33 projets.

Pour l'année 2021-2022, le SCF a versé 5 019 750,30 \$ pour des projets dédiés aux Premières Nations et Inuits (voir annexe de la RP21) :

- Égalité entre les femmes et les hommes : 395 007 \$ pour la poursuite de 5 projets.
- Violences sexuelles (agressions sexuelles et exploitation sexuelle) : 1 419 000 \$ pour la réalisation et la poursuite de 10 projets.
- Violence conjugale et familiale: 1 242 600 \$ pour la réalisation et la poursuite de 15 projets et ententes.
- Hommes et guérison : 1 910 291,30 \$ pour la réalisation de 15 projets.
- Impact pandémie sur les femmes : 52 852 \$ pour la réalisation de 1 projet.

P23. DÉTAILLER LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES ALLOUÉS EN 2021-2022 ET PRÉVUS EN 2022-2023 AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE.

Veillez vous référer à la réponse de la fiche Renseignements généraux no 67.

P24. DÉTAILLER LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES ALLOUÉS EN 2021-2022 ET PRÉVUS EN 2022-2023 AFIN DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS.

Sous la coordination du ministère de la Sécurité publique (MSP), le *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponses aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* a été lancé en décembre 2021.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) y est responsable de la mise en œuvre de 2 mesures :

Mesure 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle.

Mesure 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.

Aucune somme n'a été engagée pour ces actions en 2021-2022.

P25. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES FEMMES IMMIGRANTES ET RACISÉES POUR 2021-2022 AINSI QUE LES DATES DE RÉALISATION. DÉTAILLER LES BUDGETS ALLOUÉS POUR 2021-2022, LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2022-2023 AINSI QUE LES ACTIONS À VENIR POUR 2022-2023.

En 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a soutenu ou assuré le suivi de plusieurs projets visant les femmes immigrantes et racisées notamment :

Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 (Stratégie Égalité)

Plusieurs actions de la Stratégie Égalité visant des femmes pouvant vivre des discriminations croisées, comme les femmes immigrantes, ont été réalisées ou ont vu leur réalisation se poursuivre en 2021-2022 par le SCF :

- action 1.2.2 : Rendre accessible l'information sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux personnes nouvellement arrivées au Québec;

Une capsule vidéo visant à promouvoir la nouvelle édition du guide *À parts Égales, à part entière* a été rendue disponible en novembre 2021. Des affiches et des signets ont été distribués au cours de l'automne 2021 auprès des organismes qui œuvrent auprès des personnes immigrantes.

- action 2.3.3 : Soutenir des activités visant à informer ou à sensibiliser les femmes immigrantes au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes dans un contexte d'intégration socioprofessionnelle;

Le SCF a versé 125 000 \$ à l'organisme SEMO Le Jalon pour la réalisation des projets « Femmes de tous les horizons » et « Femmes de tous les horizons – phase 2 ». Ces projets visent à outiller les femmes immigrantes en leur apportant une information pertinente au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes au Québec dans le contexte de leur démarche d'intégration socio-professionnelle. Le premier projet a été annoncé pour une durée d'un an. Il a pris fin au 1^{er} mars 2022. Le second projet a été annoncé en 2021-2022 et s'échelonnait sur une année.

En collaboration avec la Commission des normes, de l'équité de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), le SCF a lancé un appel de projets en matière d'équité salariale en 2019-2020. Il visait à sensibiliser les travailleuses non syndiquées et les travailleuses immigrantes à l'égard de leurs droits et recours. D'une durée initiale prévue d'une année, le projet du Centre d'intégration en emploi de l'Estrie (CIME) s'est poursuivi en 2021-2022. Un montant de 12 000 \$ a été versé au CIME.

- Orientation 5 « Ensemble pour une société sans violence faite aux femmes »

Le SCF a versé 18 967 \$ à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) pour un projet visant à soutenir l'intervention auprès des filles et des femmes affectées par les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) au Québec. Dans le cadre de ce projet, des outils à l'intention des communautés, des professionnels et des organisations ont été produits. Ce projet se déroule sur une période de 1 an.

- L'action structurante 6 consiste à soutenir des projets concrets d'envergure locale, régionale et nationale portant sur les grandes orientations de la Stratégie Égalité. Dans le cadre de l'appel de projets 2019-2020 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, certains projets visaient spécifiquement les femmes immigrantes. Ces projets, d'une durée de deux ans, ont pris fin au courant de l'année 2021-2022 (aucun versement en 2021-2022).

Par exemple :

- « Parlons égalité avec les filles immigrantes », YWCA, Québec
- La culture égalitaire femmes/hommes dans un contexte québécois, Fédération des communautés culturelles de l'Estrie
- Les Trois Sœurs unies pour l'égalité, Centre de santé des femmes de la Mauricie

Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie

Certaines actions du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, visent à soutenir les femmes immigrantes. Parmi celles sous la responsabilité du SCF, l'une a permis de soutenir des projets s'adressant spécifiquement aux femmes immigrantes et racisées.

- Action 4.1 Briser l'isolement des femmes et agir sur la détresse psychologique vécue dans le contexte de la crise

Le SCF a lancé un appel de projets sur invitation visant à contribuer à briser l'isolement vécu par les femmes. Deux projets offrant des services aux femmes immigrantes ont été soutenus, ils sont mis en œuvre par le Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (100 000 \$) et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (100 000 \$). Ces projets se dérouleront sur une période d'un an.

P25. AU 31 MARS 2022, DÉTAILLER LE BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES AUPRÈS DES FEMMES IMMIGRANTES ET RACISÉES POUR 2021-2022 AINSI QUE LES DATES DE RÉALISATION. DÉTAILLER LES BUDGETS ALLOUÉS POUR 2021-2022, LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2022-2023 AINSI QUE LES ACTIONS À VENIR POUR 2022-2023.

Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

Les actions de la Stratégie violences sexuelles prennent en considération le fait que les femmes et les enfants demeurent les principales victimes des violences sexuelles et que certains groupes de la population vivent des réalités qui les rendent plus vulnérables à ces violences.

Plusieurs actions tiennent compte des réalités différentes pour les personnes vivant avec certains facteurs de vulnérabilité, dont les personnes réfugiées, immigrantes ou issues des minorités ethnoculturelles, dont l'action 37 qui vise à examiner les problématiques et les besoins des victimes d'agression sexuelle issues de l'immigration et des minorités ethnoculturelles en ce qui concerne les services d'interprétariat auxquels elles ont recours, et à identifier des solutions pouvant résoudre ces problématiques. Un projet, annoncé en 2020-2021, est financé dans le cadre de cette action :

- **Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrées et racisées; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, National, 1 an**

Le SCF a versé un montant de 32 400 \$ en 2021-2022 pour ce projet.

Plan d'action en matière de violence conjugale 2018-2023

Le Plan propose 56 actions nouvelles ou bonifiées en réponse aux réalités actuelles, mais aussi aux enjeux persistants liés à la violence conjugale. Différents projets ciblant les femmes immigrantes ou racisées sont financés dans le cadre des appels de projets en matière de violence conjugale 2018-2019 et 2020-2021 :

- **Et si je te disais que c'est de la violence?; SOS Violence conjugale, National, 3 ans**

Le SCF a versé un montant de 10 000 \$ en 2021-2022 pour ce projet.

- **Sensibilisation des élèves immigrants à la violence conjugale; Centre Louis-Joliet du Centre de services scolaire de la Capitale, Capitale-Nationale, 3 ans**

Le SCF a versé un montant de 28 587 \$ en 2021-2022 pour ce projet.

- **Violence conjugale: une solution partagée; Femmes du monde à Côte-des-Neiges, Montréal, 3 ans**

Le SCF a versé un montant de 21 114 \$ en 2021-2022 pour ce projet.

- **Mieux connaître pour mieux agir sur les violences conjugales; Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles, Montréal, 2 ans**

Le SCF a versé un montant de 16 970 \$ en 2021-2022 pour ce projet.

Comité ICI pour les femmes

Le SCF participe au comité de suivi mis en place dans le cadre du projet pilote « Intervenantes communautaires interculturelles (ICI) » pour les femmes visant à appuyer les organismes en soutien aux femmes immigrantes et à contrer la violence envers ces personnes.

P26. DÉTAILLER LES SOMMES ALLOUÉES EN 2021-2022 POUR LES SERVICES D'INTERPRÉTARIAT POUR LES ORGANISMES ŒUVRANT CONTRE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES, AINSI QUE LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2022-2023.

Le financement des services d'interprétariat n'est pas sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

L'action 37 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* vise à examiner les problématiques et les besoins des victimes d'agression sexuelle issues de l'immigration et des minorités ethnoculturelles en ce qui concerne les services d'interprétariat auxquels elles ont recours, et identifier des solutions pouvant résoudre ces problématiques. Cette action est sous la responsabilité du SCF.

Dans le cadre de cette action, un projet de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes intitulé « Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrées et racisées » est financé à hauteur de 72 400 \$ par le SCF. De ce montant, 32 400 \$ ont été versés en 2021-2022.

Le projet a permis la formation d'interprètes provenant notamment des banques d'interprètes de Montréal, Québec et Sherbrooke, par l'offre d'une vingtaine de séances de formation en visioconférence. Ces ateliers ont permis de former les interprètes à la violence faite aux femmes, aux enjeux spécifiques vécus par les femmes allophones victimes de violence, au savoir-être en contexte d'interprétariat auprès de femmes victimes de violence, etc. Une évaluation des résultats et des retombées est prévue au terme du projet.

Aussi, l'action 47 du *Plan d'action en matière de violence conjugale 2018-2023* a permis le financement d'un projet pilote visant à améliorer l'accès à des services d'interprétariat et de renforcer la collaboration entre le réseau d'accueil, d'établissement et intégration des personnes immigrantes et réfugiées et le réseau de lutte contre la violence faite aux femmes. Le SCF et le MSSS collaborent à cette action qui est sous la responsabilité du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

P27. LISTE DE TOUT AVIS, ANALYSE, DOCUMENT PRODUIT PAR LE SCF SUR :

- A) L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS;**
- B) LE CYBERHARCÈLEMENT;**
- C) LE HARCÈLEMENT SEXUEL EN MILIEU DE TRAVAIL;**
- D) LES IMPACTS DE LA VIOLENCE CONJUGALE SUR LES ENFANTS;**
- E) LA RECRUDESCENCE DES FÉMINICIDES;**
- F) LA COVID-19;**
- G) LES IMPACTS DE LA COVID SUR LES FEMMES;**
- H) L'INTERSECTIONALITÉ;**
- I) LE PROJET DE LOI N° 1, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE AFIN D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ AU RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE ET DE COMPLÉTER SON DÉVELOPPEMENT;**
- J) LE PROJET DE LOI N° 2, LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE EN MATIÈRE DE FILIATION ET MODIFIANT LE CODE CIVIL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNALITÉ ET D'ÉTAT CIVIL;**
- K) LE PROJET DE LOI N° 15, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES;**
- L) LE PROJET DE LOI N° 92, LOI VISANT LA CRÉATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE;**
- M) LES PROJETS PILOTES DÉTERMINÉS PAR LE PROJET DE LOI N° 92;**
- N) LE PROJET DE LOI N° 24, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL DU QUÉBEC AFIN D'Y PRÉVOIR LE POUVOIR D'EXIGER QU'UNE PERSONNE CONTREVENANTE SOIT LIÉE À UN DISPOSITIF PERMETTANT DE SAVOIR OÙ ELLE SE TROUVE;**
- O) LE MOUVEMENT DU SPGQ RÉCLAMANT 10 JOURS DE CONGÉ PAYÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE;**
- P) LE BUDGET 2022-2023.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits 2022-2023.

- P28. PROJETS FINANCÉS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (INCLUANT LES ENTENTES ADMINISTRATIVES EN ÉGALITÉ) DU SCF EN 2021-2022. POUR CHACUN, INDIQUER, PAR RÉGION :**
- A) LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;**
 - B) LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;**
 - C) LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ;**
 - D) FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME AINSI QUE LES RAISONS DU REJET.**
-

Les informations relatives aux projets financés sont fournies en annexe du présent document.

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2021-2022
Academos	Au-delà des stéréotypes de genre dans le choix de carrière des jeunes Québécois avec Academos	2021-2022	1 an	National	26 000 \$
Accès Transports viables - regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	Campagne de sensibilisation sur les besoins des femmes en matière de mobilité	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	- \$
Accès-Travail-Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	20 000 \$
Accès-Travail-Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2018-2019	2 ans	National	- \$
Accès-Travail-Femmes	Mobilisons les entreprises	2018-2019	2 ans	National	- \$
Actions interculturelles de développement et d'éducation	Pour en finir avec le plafond de béton	2019-2020	2 ans	05-Estrie	- \$
Agricultrices du Québec	En route vers la mixité	2019-2020	2 ans	National	- \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	07-Outaouais	30 000 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas)	Le travail invisible, ça compte!	2019-2020	2 ans	National	- \$
Bien Avec Mon Corps	Déconstruire la pression reliée à l'apparence physique chez les jeunes; une fausse croyance à la fois	2019-2020	2 ans	National	- \$
Bureau de consultation jeunesse	Pour une démarche identitaire sans sexisme	2019-2020	2 ans	13-Laval	- \$
C.A.P.A.S. de l'Abitibi-Ouest	Outils pour socialiser	2019-2020	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	- \$
CampusBrome-Missisquoi (CBM), Commission scolaire du Val-des-Cerfs et Commission scolaire Eastern Townships	Le DEP : un atout pour l'égalité!	2019-2020	2 ans	National	- \$
Carrefour jeunesse-Emploi de Portneuf	Équité et diversité	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	- \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et de la condition féminine	Alphabétiser sans sexisme : des outils didactiques et de lecture pour une socialisation et une éducation égalitaires	2019-2020	2 ans	National	- \$
Centre de santé des femmes de la Mauricie	Les TRois Sœurs unies pour l'égalité	2019-2020	2 ans	04-Mauricie	- \$
Centre des femmes de la Basse-Ville	Femmes marginalisées et employabilité	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	- \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples (CIPP)	FabLab féminin	2019-2020	2 ans	07 - Outaouais	60 000 \$
Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	L'équité salariale : Une loi, un droit !	2019-2020	1 an	05-Estrie	12 000 \$
Centre d'intégration en emploi Laurentides	La conciliation travail-famille, c'est l'affaire de tous!	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	- \$
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Femmes en action	2019-2020	2 ans	14-Lanaudière	- \$
Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	14-Lanaudière	20 000 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2021-2022
Centre étape	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	03-Capitale-Nationale	20 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Deux-Montagnes	Fière gestionnaire	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	79 777 \$
Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Deux-Montagnes	Soyez Fière Entrepreneur	2017-2018	3 ans	15-Laurentides	2 340 \$
Clinique Juridique Juripop	#StopLeCybersexisme	2019-2020	2 ans	National	- \$
Collège Montmorency	Femmes inspirantes	2019-2020	2 ans	13-Laval	- \$
Comité condition féminine Baie-James	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	10-Nord-du-Québec	30 000 \$
Commission de Surf des Neiges du Québec	La série ELLEBOARD	2019-2020	2 ans	National	- \$
Compétences Québec	Pionnières dela compétence	2021-2022	2 ans	National	9 023 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	05-Estrie	30 000 \$
ConcertAction Femmes Estrie	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	05-Estrie	140 000 \$
Connexion Emploi Ressources Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	2 ans	National	20 000 \$
Connexion Emploi Ressources Femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	12-Chaudière-Appalaches	20 000 \$
Conseil québécois du loisir	Femmes et filles en loisir : Égalité en jeu	2019-2020	2 ans	National	49 800 \$
Égale action	Conversation 2020 – Femmes et sports	2021-2022	1 an	National	24 920 \$
Fédération des Communautés Culturelles de l'Estrie (FCCE)	La culture égalitaire femmes\ hommes dans un contexte Québécois	2019-2020	2 ans	05-Estrie	- \$
Fédération des maisons d'hébergement	Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés	2019-2020	2 ans	National	17 600 \$
Fonds communautaire d'accès au micro-crédit	Programme de mentorat de groupe au féminin des Basses-Laurentides	2019-2020	2 ans	15-Laurentides	- \$
Fonds Ville-Marie (Montréal Relève)	Inspirez la relève, un stage à la fois	2019-2020	2 ans	06-Montréal	- \$
Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre	Valoriser l'être plutôt que le paraître : combattre les normes sociales de beauté irréalistes, stéréotypées et sexistes.	2021-2022	1 an	National	40 000 \$
Groupe femmes, politique et démocratie	L'égalité hommes-femmes : du principe à sa réalisation	2021-2022	2 ans	National	296 230 \$
Institut F	En famille pour une éducation non sexiste (FENS)	2019-2020	2 ans	National	- \$
Institut national de la recherche scientifique (INRS)	Partage équitable des responsabilités familiales : sensibiliser et outiller les (futurs) parents, les pouvoirs publics et les employeurs	2019-2020	2 ans	National	- \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2021-2022
Jeunes explorateurs d'un jour	Un avenir en tout genre phase 2	2021-2022	2 ans	National	20 000 \$
La Gouvernance au féminin	Certification parité pour les PME	2021-2022	2 ans	National	210 000 \$
L'Anonyme U.I.M.	Se connecter à l'égalité	2019-2020	2 ans	06-Montréal	- \$
L'Antre-Hulloises Inc.	Parcours vers l'autonomie des femmes en Outaouais	2019-2020	2 ans	07-Outaouais	- \$
Le Centre Louise-Amélie	Enfant-sillage	2019-2020	2 ans	11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	- \$
Le Jalon	Femmes de tous les horizons	2020-2021	1 an	National	25 000 \$
Le Jalon	Femmes de tous les horizons - Phase 2	2021-2022	1 an	National	100 000 \$
Le Jalon	Réunir les conditions gagnantes pour aplanir les enjeux persistants à l’inclusion des femmes en emploi sur les chantiers et dans d’autres secteurs à prédominance masculine	2021-2022	1 an	National	20 000 \$
Les Elles de la construction	Contrer les effets de la COVID-19 sur les femmes professionnelles et les entrepreneures en construction au Québec	2021-2022	2 ans	06-Montréal	64 000 \$
L'Orienthèque, centre d'orientation et services d'intégration de la main-d'œuvre	À ton rythme!	2019-2020	2 ans	16-Montérégie	- \$
Maison des jeunes de Varennes	Alter Égaux	2019-2020	2 ans	16-Montérégie	- \$
Maison des jeunes La Baraque des Éboulements	Égal-IT: les MDJ en action pour des relations égalitaires!	2019-2020	1 an	03-Capitale-Nationale	- \$
Mentorat Québec	Accélérateur mentorat Phase II	2021-2022	2 ans	National	210 000 \$
Nord-du-Québec/Baie-James	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	10-Nord-du-Québec	74 432 \$
Option femmes	Option’elles – phase 2	2021-2022	2 ans	07 - Outaouais	20 000 \$
Option sans limite	Option’elles – phase 2	2021-2022	1 an	16-Montérégie	20 000 \$
Ordre des ingénieurs du Québec	Les midis du génie	2019-2020	2 ans	National	- \$
Oxfam-Québec	Jeunes en action contre les stéréotypes sexistes et racistes	2019-2020	2 ans	National	- \$
Partance centre d'emploi pour femmes	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	17 - Centre-du-Québec	20 000 \$
PUAKUTEU, Comité de femmes de Mashteuiatsh	Place aux femmes Inuitsh 2020-2022	2019-2020	2 ans	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	- \$
Récif 02 - Table de concertation des groupes de femmes Saguenay–Lac-Saint-Jean	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	30 000 \$
Récif 02 Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean	Femmes et pouvoir +: Au cœur des décisions	2019-2020	2 ans	02-Saguenay–Lac-Saint-Jean	- \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2021-2022
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Image de la femmes: réalités et perceptions en dialogue	2019-2020	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	- \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	08-Abitibi-Témiscamingue	30 000 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	09-Côte-Nord	30 000 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	09-Côte-Nord	- \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	03-Capitale-Nationale	30 000 \$
Regroupement Naissance-Renaissance	Ensemble pour l'égalité et le respect en santé reproductive : outils d'informations sur les violences obstétricales et gynécologiques	2019-2020	2 ans	National	- \$
Réseau des Femmes d'affaires du Québec	VirtuELLES - Formations pour entrepreneures	2019-2020	2 ans	National	- \$
Réseau des femmes des Laurentides	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	15-Laurentides	30 000 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	15-Laurentides	140 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	30 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	140 000 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Ensemble vers la parité et l'égalité en Chaudière-Appalaches	2019-2020	2 ans	12-Chaudière-Appalaches	- \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	National	30 000 \$
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes	La Vie en ROUGE	2019-2020	2 ans	National	- \$
Services intégrés pour l'emploi	Ensemble pour augmenter la présence des femmes dans les métiers non traditionnels	2021-2022	1 an	17 - Centre-du-Québec	20 000 \$
Sexualité et Influence\$ (S & 1) de la Table Jeunesse Samuel-de-Champlain/Maison de Jeunes !'Escalier en Mon Temps	Pareil, pas pareil ? : Une éducaiton aux relations égalitaires et respectueuses	2019-2020	1 an	16-Montérégie	- \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	13-Laval	30 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	11-Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	16-Montérégie	30 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	14-Lanaudière	30 000 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	01-Bas-Saint-Laurent	30 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	17-Centre-du-Québec	128 917 \$

Organisme	Titre du projet	Année annonce	Durée	Région	Montant versé en 2021-2022
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	17-Centre-du-Québec	30 000 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	04-Mauricie	30 000 \$
Table de quartier de Montréal-Nord (TQMN)	Pas à pas : Montréal-Nord, une communauté engagée vers l'égalité	2019-2020	2 ans	06-Montréal	- \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Accord de partenariat avec les tables de concertation régionales de groupes de femmes	2021-2022	2 ans	06-Montréal	30 000 \$
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes	Soutenir l'intervention auprès des filles et des femmes affectées par les mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) au Québec : des outils à l'intention des communautés, des professionnels et des organisations	2021-2022	1 an	National	18 967 \$
Université de Montréal - Parité sciences	Femmes en physique - phase 2	2021-2022	2 ans	National	140 000 \$
Université de Sherbrooke	Projet FORCE (Former, Outiller, Réseauter, Cincientiser, Exposer à des modèles)	2019-2020	2 ans	National	- \$
Ville de Laval	Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2021-2022	2 ans	13-Laval	140 000 \$
Y des femmes de Montréal (YWCA)	La diversification des choix de carrière dès le primaire	2017-2018	3 ans	06-Montréal	3 923 \$
YWCA Québec	Parlons égalité avec les filles immigrantes	2019-2020	2 ans	03-Capitale-Nationale	- \$
YWCA Québec	Kaléidoscope	2021-2022	1 an	National	28 000 \$
YWCA Québec	Leaders et décisionnelles 2018	2018-2019	2 ans	03-Capitale-Nationale	23 520,00 \$

- P29. BILAN DE L'APPEL DE PROJETS NATIONAUX, LOCAUX ET RÉGIONAUX EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, LANCÉ EN 2021-2022 PAR LE SCF, DANS LE CADRE DU « PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES » : FOURNIR LA LISTE DES PROJETS FINANCÉS. VENTILER PAR PROJET DÉPOSÉ EN FOURNISSANT :**
- A) LE NOM DE L'ORGANISATION AYANT DÉPOSÉ UN PROJET;**
 - B) LA NATURE DE L'ORGANISATION, PAR EXEMPLE : MRC, MUNICIPALITÉS, ORGANISATIONS PARAPUBLIQUES DES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX OU DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL/ORGANISMES À BUT LUCRATIF, MILIEUX AUTOCHTONES;**
 - C) LE MONTANT SOUMIS LORS DU DÉPÔT DU PROJET AINSI QUE LE MONTANT DE LA SUBVENTION ACCORDÉE;**
 - D) LE RÉSUMÉ DU PROJET PROPOSÉ;**
 - E) LE CAS ÉCHÉANT, LES ÉTAPES D'ANALYSE FRANCHIES POUR LE PROJET;**
 - F) LE CAS ÉCHÉANT, LES MOTIFS SOMMAIRES DE REJET POUR LE PROJET.**

FOURNIR LA LISTE DES PROJETS N'AYANT PAS ÉTÉ RETENUS DANS LE CADRE DE CES APPELS DE PROJETS.

Aucun appel de projets en matière d'égalité entre les femmes et les hommes n'a été lancé en 2021-2022 par le Secrétariat à la condition féminine.

P30. CONCERNANT LE PROGRAMME « ACCORDS AVEC LE RÉSEAU ET LES TABLES DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CONDITION FÉMININE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE PARTENARIATS EN RÉGION », POUR LES ANNÉES 2021-2022 POUR CHAQUE TABLE AYANT REÇU LA SUBVENTION DE 20 000 \$, INDIQUEZ LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION. INDiquer LE SUIVI DES TRAVAUX EN COURS POUR LA PROLONGATION DES ENTENTES JUSQU'EN 2022-2023.

La « poursuite et la bonification du soutien financier consacré aux Tables de concertation régionales de groupes de femmes » (anciennement le programme « Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région ») est inscrite au volet « Concertation régionale » de l'action structurante 6 intitulée « Soutenir des projets concrets d'envergure locale, régionale et nationale portant sur les grandes orientations de la Stratégie et privilégiant le développement de partenariats diversifiés et tenant compte de la dimension intersectionnelle » de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* (Stratégie). Elle vise à développer le partenariat existant entre le Secrétariat à la condition féminine (SCF), les Tables de concertation régionales de groupes de femmes (Tables) et le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (Réseau) dans la perspective de la mise en œuvre des orientations de la Stratégie. Ce partenariat permet aux Tables et à leur Réseau de mettre à profit leur expertise régionale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

- Une entente biannuelle 2021-2023 a été signée en juin 2021 entre le SCF et chacune des 17 Tables et leur Réseau dans le cadre de la mise en œuvre de l'action structurante 6. Chacune des 17 Tables et leur Réseau s'est vue octroyer une subvention annuelle de 30 000 \$ pour les exercices financiers 2021-2022 à 2022-2023, pour un investissement total sur deux ans de 1,08 M\$.

Les organismes concernés par ces ententes sont les suivants :

- Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent;
- Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean Récif 02;
- Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix);
- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- ConcertAction Femmes Estrie;
- Table des groupes de femmes de Montréal;
- Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR);
- Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Regroupement des femmes de la Côte-Nord;
- Comité condition féminine Baie-James;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine;
- Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches;
- Table de concertation de Laval en condition féminine;
- Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière;
- Réseau des femmes des Laurentides;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie;
- Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec;
- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec.

P31. DÉTAILLER LE BILAN DES MESURES ET ACTIONS MISES EN PLACE PAR LE SCF POUR ASSURER UNE CONCERTATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE CONDITION FÉMININE, EN 2021-2022. INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES PAR LE SCF EN MATIÈRE DE CONCERTATION RÉGIONALE EN 2021-2022 AINSI QUE LES BUDGETS PRÉVUS POUR 2022-2023.

L'action structurante 6 (AS6) de la *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* (Stratégie) intitulée « Soutenir des projets concrets d'envergure locale, régionale et nationale portant sur les grandes orientations de la Stratégie et privilégiant le développement de partenariats diversifiés et tenant compte de la dimension intersectionnelle », sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF), vise à assurer une concertation régionale dans ses actions tout en considérant les spécificités propres aux régions. Le SCF a ainsi conclu plusieurs ententes dans l'ensemble des régions du Québec dont l'objectif est de favoriser la progression de l'égalité par la concertation et la mobilisation de divers partenaires régionaux.

- Le SCF a conclu à l'hiver 2022 sept nouvelles ententes sectorielles de développement en matière d'égalité d'une valeur de près de 1,2 M\$ dans les régions du Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Laval, Laurentides et Nord du Québec secteur Baie James pour une période de deux ans :
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans le Centre-du-Québec : 128 917 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Chaudière-Appalaches : 140 000 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Côte-Nord : 0 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en Estrie : 140 000 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à Laval : 140 000 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans les Laurentides : 140 000 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
 - Entente sectorielle de développement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans le Nord du Québec secteur Baie James : 74 432 \$ ont été versés pour cette entente en 2021-2022
- Une entente biannuelle 2021-2023 a été signée en juin 2021 entre le SCF et chacune des 17 Tables régionales de groupes de femmes et leur Réseau dans le cadre de la mise en œuvre de l'action structurante 6. Chacune des 17 Tables et leur Réseau s'est vue octroyer une subvention annuelle de 30 000 \$ pour les exercices financiers 2021-2022 à 2022-2023, pour un investissement total sur deux ans de 1,08 M\$.
- Dans le cadre de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action), une entente a été conclue en 2017-2018 entre le SCF et l'Association des femmes Cries de Eeyou Istchee. 45 000 \$ ont été versés en 2021-2022 pour cette entente.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de ce même Plan d'action, une entente a été conclue en 2017-2018 entre le SCF, l'Administration régionale Kativik et l'Association des femmes inuites Saturviit. 105 000 \$ ont été versés en 2021-2022 pour cette entente.

P32. FOURNIR LA STRUCTURE ET LES MÉCANISMES DE SUIVI DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 POUR S'ASSURER DE L'ÉTAT DE SITUATION, DE SA MISE EN ŒUVRE OU LES RÉSULTATS ET LE SUIVI DE SON ÉVALUATION. FOURNIR L'ORGANIGRAMME ET LA LISTE DES MEMBRES À JOUR DE TOUS LES MÉCANISMES D'ÉVALUATION ET DE SUIVI. INDIQUER LA FRÉQUENCE ET LES DATES DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, AINSI QUE LES PERSONNES PRÉSENTES À CES RENCONTRES.

Le comité interministériel de niveau sous-ministres associé(e)s et sous-ministres adjoint(e)s en matière de violences sexuelles a été créé en janvier 2015 par le Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle.

Ce comité assure une concertation de niveau décisionnel en vue de la réalisation et du suivi des actions gouvernementales en matière de violences sexuelles, dont celles découlant de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles), coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF), ainsi que les actions découlant du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels (2017).

Les membres de ce comité sont sollicités ponctuellement afin de fournir au SCF, en collaboration avec les membres du comité de niveau professionnel sur la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles, l'état de situation de la mise en œuvre des actions de la Stratégie violences sexuelles et des actions additionnelles sous la responsabilité de leur ministère ou organisme.

Afin d'assurer le suivi des actions, un document présentant l'état de mise en œuvre au 31 mars 2021 de la Stratégie violences sexuelles et d'autres actions qui concourent à l'atteinte de ses objectifs a été diffusé sur le site Internet du SCF.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/SCF/publications/plans-strategiques/Etat_situation_SVS_2021.pdf?1641848080

De plus, le SCF en collaboration avec le laboratoire de recherche Performance et Évaluation (PerfEval) de l'Université Laval, a réalisé l'évaluation de la Stratégie violences sexuelles et du *Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles* (Programme de soutien financier). Le rapport peut être consulté en ligne.

- Évaluation : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/SCF/publications/plans-strategiques/Rapport-evaluation-SVS.PDF?1647611774>
- Sommaire administratif : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/SCF/publications/plans-strategiques/Sommaire-evaluation-SVS.PDF?1647611774>

Pour la fréquence et les membres des rencontres du comité interministériel, veuillez vous référer à la question 59 des renseignements généraux.

P33. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ PAR MESURE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021, AVEC LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE 1^{ER} MARS 2021. INDiquer SI L'ACTUALISATION DES MESURES EST À JOUR, DÉLAIS PRÉVUS À L'APPUI POUR CHACUNE DES MESURES ET ACTIONS. FOURNIR ÉGALEMENT LA PRÉVISION DES ACTIONS ET BUDGETS POUR 2022-2023.

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie violences sexuelles) a été lancée en octobre 2016. Sa mise en œuvre a été prolongée d'une année. Elle est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Dans le cadre de la Stratégie violences sexuelles, 11 actions sont sous la responsabilité du SCF. Parmi ces actions, au 31 mars 2022, 10 étaient complétées et 1 était en cours de mise en œuvre. Six d'entre elles ont reçu du financement en 2021-2022.

Axe 1 – Prévenir		
Libellé de l'action	Montant	Statut de l'action
Action 1 – Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles	1 155 447 \$	Complétée
Action 2 – Développer et déployer des outils d'information et de sensibilisation sur les mythes et les réalités associés à la prostitution auprès des adolescentes et des adolescents	10 884 \$	Complétée
Action 10 – Collaborer à la mise en œuvre d'initiatives de mobilisation réalisées au sein des établissements d'enseignement supérieur visant la prévention des violences sexuelles	19 744 \$	Complétée
Axe 2 – Intervenir en matière psychosociale, médicale, judiciaire, policière et correctionnelle		
Libellé de l'action	Montant	Statut de l'action
Action 25 – Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel	19 933 \$	En cours
Action 26 – Soutenir le déploiement, dans certaines villes du Québec, de personnes-ressources dont le mandat est d'informer et d'accompagner dans leurs démarches les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution	811 757 \$	Complétée
Action 37 – Examiner les problématiques et les besoins des victimes d'agression sexuelle issues de l'immigration et des minorités ethnoculturelles en ce qui concerne les services d'interprétariat auxquels elles ont recours, et identifier des solutions pouvant résoudre ces problématiques	32 400 \$	Complétée

P33. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ PAR MESURE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021, AVEC LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE 1^{ER} MARS 2021. INDIQUER SI L'ACTUALISATION DES MESURES EST À JOUR, DÉLAIS PRÉVUS À L'APPUI POUR CHACUNE DES MESURES ET ACTIONS. FOURNIR ÉGALEMENT LA PRÉVISION DES ACTIONS ET BUDGETS POUR 2022-2023.

Axe 3 – Développer les connaissances et partager l'expertise pour mieux agir		
Libellé de l'action	Montant	Statut de l'action
Action 43 – Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille	-	Complétée
Action 46 – Soutenir la réalisation d'une recherche visant à documenter les conséquences physiques, psychologiques, relationnelles et sociales de la prostitution sur les filles et les femmes au Québec et en diffuser les résultats	-	Complétée
Action 49 – Documenter la problématique des violences sexuelles commises envers les lesbiennes, les gais et les personnes bisexuelles, transsexuelles et en questionnement (LGBTQ) et adapter certains outils d'information et de sensibilisation de manière à tenir compte de leurs réalités	-	Complétée
Action 54 – Contribuer au lieu de veille stratégique sur la sortie de la prostitution qui a été mis sur pied par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	-	Complétée
Action 55 – Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux	-	Complétée

Initiatives supplémentaires qui concourent aux objectifs de la Stratégies violences sexuelles		
Nom de l'organisme et projet	Montant	Statut de l'action
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes – Recherche « La justice et les femmes victimes de violence »	8 000 \$	Complétée
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine – « Un répertoire en ligne pour contrer l'hostilité en ligne visant les femmes » (Action 4 du <i>Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025</i>)	100 000 \$	En cours
Autre		
Précisions	Montant	Statut de l'action
Évaluation de la Stratégie violences sexuelles	19 860 \$	Complétée
Sondage sur les perceptions des Québécois et Québécoises envers les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle	13 500 \$	Complétée

P34. DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE EN VUE DU RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021, VEUILLEZ NOUS INDiquer :

- a) LES DATES DES CONSULTATIONS;
- b) L'HORAIRE DES CONSULTATIONS;
- c) LE NOMBRE DE QUESTIONNAIRES REÇUS;
- d) LA LISTE DES PARTICIPANTS;
- e) LES PROCÈS-VERBAUX.

Du 16 août au 12 octobre 2021, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a mené une consultation en ligne sur la violence sexuelle. La consultation portait sur des enjeux moins couverts par le rapport *Rebâtir la confiance* dont la prévention et les besoins de recherche en matière de violence sexuelle.

Au total, 268 organismes principalement communautaires, mais également publics, parapublics et de recherche ont participé à la consultation en soumettant leur questionnaire. De plus, 29 organismes ont soumis des documents complémentaires, dont des mémoires.

La liste des organismes dont relèvent les personnes qui ont participé à la consultation se trouve dans la *Synthèse de la consultation des organismes et du milieu de la recherche en vue du renouvellement de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* disponible sur Québec.ca.

Le 26 janvier 2022, la ministre responsable de la Condition féminine a tenu deux rencontres d'échange avec des organismes communautaires, principalement des regroupements, qui œuvrent sur les enjeux d'agression sexuelle, d'exploitation sexuelle et de violence conjugale. Ces rencontres ont porté sur l'état d'avancement de l'élaboration d'une stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et répondre aux recommandations du rapport *Rebâtir la confiance*.

Voici la liste des organismes qui étaient présents à la première rencontre avec la ministre :

- Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal (CVASM)
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
- Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAIHST)
- L'R des centres de femmes
- Maison de Marthe
- Phare des AffranchiEs
- Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS)
- Regroupement des organismes québécois pour hommes agressés sexuellement (ROQHAS)
- Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS)
- Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
- Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec

Voici la liste des organismes qui étaient présents à la deuxième rencontre avec la ministre:

- À cœur d'hommes
- Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
- Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement
- Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
- Femmes autochtones du Québec (FAQ)
- Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec
- Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
- Table de concertation en violence conjugale de Montréal
- Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval

P35. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ PAR MESURE, DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENT POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES VERS 2021, AVEC LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE 1^{ER} MARS 2021. INDIQUER SI LE DÉPLOIEMENT DES MESURES EST À JOUR, DÉLAIS PRÉVUS À L'APPUI POUR CHACUNE DES MESURES ET ACTIONS, EN DATE DU 31 MARS 2022. FOURNIR ÉGALEMENT LA PRÉVISION DES ACTIONS ET BUDGETS POUR 2022-2023.

La *Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021* (Stratégie égalité) a été lancée le 29 juin 2017 et prolongée en 2021-2022. Elle est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). Un état de situation de la mise en œuvre de la Stratégie égalité a été diffusé en 2021 :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/SCF/publications/plans-strategiques/Bilan_2021.pdf?1637761842

Dans le cadre de la Stratégie égalité, le SCF est responsable de 33 actions. En 2021-2022, la mise en œuvre de près d'une trentaine d'actions s'est poursuivie.

Les montants versés en 2021-2022, au 28 février 2022, pour chacune des actions sous la responsabilité du SCF sont les suivants :

ACTIONS STRUCTURANTES	Montant versé au 28 février 2022	Statut de l'action au 28 février 2022
AS 1 – Présenter un projet de loi-cadre visant l'égalité de fait entre les femmes et les hommes.	-	En cours
AS 2 – Créer et assurer le suivi d'un indice québécois de l'égalité entre les femmes et les hommes.	260 000 \$	En cours
AS 4 – Élaborer des campagnes ciblées sur les inégalités persistantes et préoccupantes entre les femmes et les hommes. Et AS 5 – Soutenir des activités visant la mobilisation et l'implication des hommes comme alliés dans l'atteinte de l'égalité entre les sexes.	32 251 \$	En cours
AS 6 – Soutenir des projets concrets d'envergure locale, régionale et nationale portant sur les grandes orientations de la Stratégie égalité, privilégiant le développement de partenariats diversifiés et tenant compte de la dimension intersectionnelle.	1 499 189 \$	En cours
AS 7 – Promouvoir des parcours de vie de femmes inspirantes et valoriser les gestes concrets en faveur de l'égalité posés par des femmes et des hommes dans le cadre du prix Égalité Thérèse-Casgrain.	-	En cours

ORIENTATION 1 : ENSEMBLE POUR UNE SOCIALISATION ET UNE ÉDUCATION ÉGALITAIRES, SANS STÉRÉOTYPES SEXUELS ET SANS SEXISME		
Objectif 1.1 : Combattre les stéréotypes sexuels et le sexisme		
1.1.1. Outiller les parents, le personnel des services de garde éducatifs à l'enfance, le personnel scolaire et les personnes intervenant auprès d'enfants ou de jeunes.	28 000 \$	En cours
1.1.2. Élaborer et mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de la promotion d'une image corporelle saine et diversifiée en étroite collaboration avec l'industrie de l'image et les partenaires gouvernementaux.	40 000 \$	En cours
1.1.3. Mettre en œuvre des actions visant à contrer le sexisme dans les publicités au Québec.	-	En cours
Objectif 1.2 : Favoriser l'intégration des personnes nouvellement arrivées au Québec par la promotion du principe d'égalité entre les femmes et les hommes		
1.2.2. Rendre accessible l'information sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux personnes nouvellement arrivées au Québec.	-	Complétée

P35. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ PAR MESURE, DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENT POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES VERS 2021, AVEC LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE 1^{ER} MARS 2021. INDiquer SI LE DÉPLOIEMENT DES MESURES EST À JOUR, DÉLAIS PRÉVUS À L'APPUI POUR CHACUNE DES MESURES ET ACTIONS, EN DATE DU 31 MARS 2022. FOURNIR ÉGALEMENT LA PRÉVISION DES ACTIONS ET BUDGETS POUR 2022-2023.

ORIENTATION 2 : ENSEMBLE POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES		
Objectif 2.2 : Accroître la mixité en emploi par la sensibilisation et l'accompagnement des milieux de travail		
2.1.2. Offrir des stages à des filles dans des métiers ou des professions majoritairement masculins et à des garçons dans des métiers ou des professions majoritairement féminins dans le cadre du programme Jeunes explorateurs d'un jour.	20 000 \$	En cours
2.1.3. Développer du cybermentorat pour des jeunes filles et des jeunes garçons qui envisagent des carrières dans des métiers ou des professions majoritairement associés à l'autre sexe.	26 000 \$	En cours
2.1.4. Soutenir des activités innovantes et structurantes favorisant la présence de femmes dans les carrières scientifiques et technologiques.	-	Complétée
Objectif 2.2 : Accroître la mixité en emploi par la sensibilisation et l'accompagnement des milieux de travail		
2.2.1. Mettre en place des initiatives pour accroître la présence des femmes en emploi dans le secteur de la construction.	84 070 \$	En cours
2.2.2. Mettre en place des initiatives pour accroître la présence des femmes en emploi dans les secteurs d'avenir et favoriser la mixité en emploi.	329 023 \$	En cours
2.2.3. Tenir des événements concernant l'accès et le maintien des femmes dans des métiers ou des professions majoritairement masculins visant à favoriser la concertation entre les acteurs du milieu.	-	Complétée
Objectif 2.3 : Améliorer l'employabilité des femmes, particulièrement celles éloignées du marché du travail, et renforcer leur autonomisation économique		
2.3.3. Soutenir des activités visant à informer ou à sensibiliser les femmes immigrantes au sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes dans un contexte d'intégration socioprofessionnelle.	137 000 \$	En cours
2.3.4. Offrir un service d'accompagnement et d'information en matière d'équité salariale aux travailleuses non syndiquées.	47 400 \$	En cours
Objectif 2.4 : Encourager et accompagner les femmes sur le chemin de l'entrepreneuriat		
2.4.1. Offrir des formations adaptées aux femmes immigrantes désirant développer leur talent d'entrepreneure.	-	Complétée
2.4.2. Offrir aux femmes entrepreneures des activités de formation concernant les appels d'offres publics.	-	Complétée
2.4.3. Soutenir des projets structurants permettant de développer l'ambition des jeunes filles pour la création d'entreprise.	-	Complétée
2.4.4. Réaliser des actions visant à soutenir l'entrepreneuriat agricole féminin.	25 000 \$	En cours

P35. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ PAR MESURE, DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENT POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES VERS 2021, AVEC LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE 1^{ER} MARS 2021. INDiquer SI LE DÉPLOIEMENT DES MESURES EST À JOUR, DÉLAIS PRÉVUS À L'APPUI POUR CHACUNE DES MESURES ET ACTIONS, EN DATE DU 31 MARS 2022. FOURNIR ÉGALEMENT LA PRÉVISION DES ACTIONS ET BUDGETS POUR 2022-2023.

ORIENTATION 3 : ENSEMBLE POUR UN PARTAGE ÉQUITABLE DES RESPONSABILITÉS FAMILIALES ET UN MEILLEUR ÉQUILIBRE ENTRE LA VIE FAMILIALE, PROFESSIONNELLE, ÉTUDIANTE, SOCIALE ET POLITIQUE		
Objectif 3.1 : Contribuer à une répartition équitable des responsabilités familiales, professionnelles et étudiantes.		
3.1.4. Réaliser une capsule vidéo sur le partage des congés parentaux et la rendre accessible aux futurs parents dans le cadre de leur demande au Régime québécois d'assurance parentale.	-	Complétée
Objectif 3.2 : Améliorer la conciliation de la vie familiale, professionnelle, étudiante, sociale et politique		
3.2.3. Élaborer un guide en matière de conciliation entre la vie familiale, la vie professionnelle et la vie politique à l'intention des personnes élues sur la scène municipale et des municipalités.	-	En cours

ORIENTATION 6 : ENSEMBLE POUR LA PARITÉ DANS LES LIEUX DÉCISIONNELS		
Objectif 6.1 : Mobiliser les milieux et accroître la présence des femmes en politique		
6.1.1. Mettre en place l'Opération élection municipale au féminin.	-	Complétée
6.1.2. Offrir aux femmes des formations afin de susciter leur engagement concret en politique.	296 230 \$	En cours
6.1.3. Créer et animer une communauté de candidates souhaitant s'engager en politique.	-	Complétée
6.1.4. Identifier les besoins d'accompagnement des femmes dans leur nouvelle fonction d'élues et mettre en œuvre les actions les plus pertinentes.	-	Complétée
6.1.5. Organiser un événement de réseautage des femmes élues aux différents paliers gouvernementaux.	-	Annulée ¹
6.1.6. Soutenir l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités dans leur démarche favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes.	-	En cours
Objectif 6.2 : Encourager les entreprises à atteindre la parité dans leurs lieux décisionnels		
6.2.1. Effectuer un suivi de l'évolution de la présence des femmes dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse selon l'approche « Se conformer ou s'expliquer »	7 839 \$	En cours
6.2.2. Soutenir des projets visant à amorcer le virage vers la parité inclusive dans les lieux décisionnels des entreprises québécoises.	233 520 \$	En cours

RECHERCHE		
R2 – Mener une recherche-action afin de mieux cerner le phénomène de la violence chez les jeunes filles.	-	En cours

¹ L'organisation de cet événement a été annulée, parce qu'il y avait risque de dédoublement d'autres activités de réseautage prévues dans la même année. La pandémie a également remis en question la faisabilité d'une telle activité.

P36. DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À LAQUELLE PARTICIPAIT LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE, VEUILLEZ NOUS INDiquer :

- a) LES DATES DES CONSULTATIONS;
- b) L'HORAIRE DES CONSULTATIONS;
- c) LE NOMBRE DE QUESTIONNAIRES REÇUS;
- d) LA LISTE DES PARTICIPANTS;
- e) LES PROCÈS-VERBAUX.

Forum des partenaires en matière d'égalité entre les femmes et les hommes – 27 février 2020

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a tenu le premier Forum des partenaires en égalité à Montréal en février 2020, afin de présenter certains résultats de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021 et d'entendre les organismes présents sur les enjeux émergents ou persistants.

Près d'une soixantaine d'organismes, une dizaine de syndicats, 5 organismes municipaux, ainsi que 3 institutions de recherche et d'enseignement ont participé à cet événement, en présence d'une vingtaine de ministères et organismes et de la ministre responsable de la Condition féminine.

Comités de travail issus du forum des partenaires - 2020 à 2021

Après avoir analysés les enjeux partagés par les organismes lors du Forum des partenaires, 3 comités de travail ont été mis sur pied afin d'approfondir les discussions et de faire émerger des pistes de solutions :

- [Comité de travail sur la violence faite aux femmes;](#)
- [Comité de travail Femmes : Autonomisation économique et leadership;](#)
- Comité de travail sur l'ADS¹.

Les travaux ont été coordonnés par le SCF et ont réuni à la fois des organismes de la société civile et des ministères et organismes. La liste des personnes participantes est disponible dans les synthèses de consultation qui sont rendues publiques à ce jour.

Pour le Comité de travail sur l'ADS, 6 rencontres ont été tenues au cours de la dernière année financière, soit : 3 février, 13 mai, 2 juin, 21 juin, 5 octobre et 20 novembre 2021. Les organismes représentés étaient :

- Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres (gouvernement fédéral)
- Relais-Femmes
- Réseau d'action des femmes handicapées Canada (DAWN-RAFH)
- Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrantes et racisées du Québec (RAFIQ)
- Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)
- Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec
- Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal

Consultations publiques – été 2021

Deux consultations publiques ont été tenues via des questionnaires web. Il était aussi possible de transmettre un mémoire.

- [Consultation des organismes et du milieu de la recherche](#) (31 mai au 23 juillet 2021): 158 questionnaires reçus et 2 mémoires déposés.
- [Consultation grand public](#) (14 juin au 15 juillet 2021) : 633 questionnaires reçus.

Les résultats de ces consultations ont été fournis aux ministères et organismes membres du comité interministériel afin d'alimenter la conception des actions qui composent cette stratégie. La liste des organismes participants se retrouve dans la synthèse disponible en ligne.

Rencontres avec la ministre responsable de la Condition féminine – 4, 11 et 18 février 2022

La ministre responsable de la Condition féminine a tenu quatre rencontres avec une trentaine de groupes de femmes et d'organismes partenaires afin de présenter l'état d'avancement des travaux de renouvellement de la Stratégie égalité.

Les organismes représentés étaient les suivants :

- Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec
- Relais-Femmes
- Fédération des femmes du Québec
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEAF)
- Réseau d'action des femmes handicapées (RAFH)

¹ Le rapport de ce comité sera rendu disponible ultérieurement.

P36. DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES À LAQUELLE PARTICIPAIT LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE, VEUILLEZ NOUS INDiquer :

- a) LES DATES DES CONSULTATIONS;**
- b) L'HORAIRE DES CONSULTATIONS;**
- c) LE NOMBRE DE QUESTIONNAIRES REÇUS;**
- d) LA LISTE DES PARTICIPANTS;**
- e) LES PROCÈS-VERBAUX.**

-
- Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrantes et racisées du Québec (RAFIQ)
 - Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes - volet femmes
 - L'R des centres de femmes
 - Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec
 - Collectif Femmes Autochtones, Leadership Gouvernance
 - Femmes autochtones du Québec
 - Réseau pour un Québec famille
 - Regroupement pour la valorisation de la paternité
 - Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre
 - Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
 - Gouvernance au féminin
 - Réseau des femmes d'affaires du Québec
 - Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD)
 - À voix égales
 - EVOL (Femmessor)
 - Agricultrices du Québec
 - Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
 - Coalition CFTE
 - Réalisatrices équitables
 - AFEAS
 - Réseau québécois d'Action pour la santé des femmes (RQASF)
 - Regroupement Naissances Respectées
 - Fédération québécoise de planning des naissances (FQPN)
 - Conseil québécois LGBT
 - Réseau des lesbiennes du Québec
 - Fédération des maisons d'hébergement
 - Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
 - Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
 - SOS violence conjugale
 - Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS)
 - Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)
 - Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail de la province de Québec (GAIHST)

P37. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2021-2022 DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 1 DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023, PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION. INDiquer SI LE DÉPLOIEMENT DES MESURES EST À JOUR, EN DATE DU 31 MARS 2022. FOURNIR LA PRÉVISION DES ACTIONS POUR 2022-2023.

Dans le cadre de l'axe 1 « Prévention, sensibilisation et information » du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*, cinq actions sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Le déploiement de toutes ces actions est en cours et cinq d'entre elles ont été soutenues par un financement en 2021-2022 :

- Action 1 : Soutenir des activités de sensibilisation à la violence conjugale et à la violence faite aux femmes et Action 3 : Soutenir des activités de sensibilisation à la violence entre partenaires intimes pour les hommes et les garçons (1 065 736 \$).
- Action 2 : Développer, adapter ou rediffuser des outils de sensibilisation et d'information de manière à mieux joindre des groupes de population vivant dans des contextes de vulnérabilité par rapport à la violence conjugale ainsi que les enfants exposés à cette violence (11 098 \$).
- Action 4 : Soutenir des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes (11 285 \$).
- Action 10 : Inviter des leaders d'opinion à agir pour la prévention de la violence conjugale (7 500 \$).

Dans le cadre de l'axe 1 « Prévention, sensibilisation et information » du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*, aucune action est sous la responsabilité du SCF.

P38. BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2021-2022 DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'AXE 4 DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023, PARTAGE DE L'EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES. INDiquer SI LES ACTIONS SONT DANS LES DÉLAIS.

Dans le cadre de l'axe 4 « Partage de l'expertise et développement des connaissances » du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*, deux actions sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Le déploiement de ces actions est en cours et une d'entre elles a été soutenue par un financement en 2021-2022 :

- Action 43 : Mettre sur pied un forum des partenaires en matière de violence conjugale (0 \$) – À la demande des partenaires, le forum s'est plutôt concrétisé sous la forme d'un comité de travail : 2 rencontres tenues en 2021-2022.
- Action 49 : Soutenir une meilleure connaissance quantitative du phénomène de la violence entre partenaires intimes (260 000 \$).

Dans le cadre de l'axe 4 « Partage de l'expertise et développement des connaissances » du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*, une action est sous la responsabilité du SCF.

Le déploiement de cette action est en cours et elle n'a pas été soutenue par un financement en 2021-2022, puisque les activités ont été réalisées virtuellement et à coût nul. Il est à noter que les sommes réservées pour celles-ci ont été utilisées pour bonifier les actions visant la mise en place de cellules d'intervention rapide.

- Action 13 : Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* (S'inscrit en complémentarité avec l'action 43 du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*) – 2 rencontres tenues en 2021-2022 (il s'agit des 2 mêmes rencontres que celles mentionnées plus haut).

P39. FOURNIR LE BILAN DÉTAILLÉ DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2021-2022 DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS 3, 9 ET A2 DU FEUILLET ACTIONS PRIORITAIRES POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES 2021-2026.

Les Actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides (Actions prioritaires) ont été annoncées le 23 avril 2021 en réponse à la vague de féminicides.

Trois des actions sont sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF) :

Action 3 - Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions.

État de situation : Cette action est venue bonifier l'action 6 du *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*, « Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec ».

En 2021-2022, le SCF a tenu un appel de projets, du 14 juin au 17 septembre, pour le développement de cellules d'intervention rapide. Le financement de 16 nouveaux projets¹ dans 9 régions a été confirmé. L'ensemble des régions du Québec sont maintenant touchées. Les montants versés en 2021-2022 totalisent 1 882 786 \$².

Action 9 - Renforcer le rôle de coordination du SCF afin de réaliser les engagements gouvernementaux.

État de situation : Une nouvelle direction dédiée aux dossiers de violences sexuelles et violence conjugale, incluant l'ajout de trois effectifs, a été créée au SCF. Des dépenses liées à la masse salariale ont contribué à la mise en œuvre de cette action en 2021-2022.

Action A2 : Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones, ainsi que leur entourage en contexte de violence conjugale et familiale.

État de situation : 400 000 \$ versé en 2021-2022 qui ont été engagés dans l'*Appel d'intention 2020-2021 - Violences sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone* lancé par le SCF à l'automne 2021.

¹ Il est à noter qu'un organisme a décliné l'aide financière, ce qui explique la disparité entre les projets annoncés et le montant versé.

² Ce montant inclus des crédits prévus pour les deux actions liées aux cellules d'intervention rapide.

P40. LE 4 MAI 2021, LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE ANNONÇAIT LA SOMME DE 345 844 \$ POUR LA DEUXIÈME PHASE D'UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUPRÈS DES JEUNES DE 12 À 25 ANS. VENTILER LA SOMME ET LES ACTIONS ACCOMPLIES.

Un montant de 345 844 \$ sur trois ans a été annoncé pour la réalisation du projet « Et si je te disais que c'est de la violence... et qu'on peut choisir? Phase B » de l'organisme SOS violence conjugale.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'action 1 du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* qui vise à soutenir des activités de sensibilisation à la violence conjugale et à la violence faite aux femmes.

En 2021-2022, c'est un montant de 53 754 \$ qui a été versé pour ce projet.

Mesures mises en œuvre en 2021-2022 dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*

Le gouvernement du Québec a lancé en juin 2017 le premier *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (PAGDSCPNI). Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) met œuvre huit mesures dans le cadre du Plan. Ces mesures concernent l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte aux violences sexuelles (agressions sexuelles et exploitation sexuelle) et la lutte à la violence conjugale et familiale.

Parmi ces mesures, le SCF a élaboré une mesure de prévention aux violences sexuelles sur les territoires du Plan Nord qui a permis de financer l'organisme Femmes autochtones du Québec (FAQ). Ce projet vise à déployer la campagne *Ma sexualité, c'est une question de respect : brisons le silence!* et à former des agentes et des agents de sensibilisation aux violences sexuelles dans des communautés algonquines et s'est poursuivi au cours de l'année 2021.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PAGDSCPNI, le SCF a également soutenu financièrement le projet du Centre d'expertise Marie-Vincent intitulé « Le programme Lanterne en milieux autochtones. Une éducation à la sexualité saine et aux relations égalitaires pour les tout-petits et leur entourage ». Le projet s'est terminé en décembre 2021.

Le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan s'est vu octroyer une subvention pour le projet « Wapikoni » dans le contexte du Forum des Premières Nations sur les agressions sexuelles de 2018. Le projet vise la mise en œuvre d'un plan de sensibilisation aux agressions sexuelles incluant notamment un programme d'éducation à la sexualité pour les jeunes du primaire et du secondaire, une campagne de sensibilisation pour la population générale et le développement d'outils d'accompagnement pour les femmes victimes d'agressions sexuelles. La mise en œuvre de ce projet s'est conclue cette année.

Appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone

Le SCF a lancé à l'automne 2021 l'*Appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone*. Cet appel d'intention disposait d'un budget de 11,4 M\$ sur 4 ans pour apporter des réponses concrètes aux problématiques de violences sexuelles et de violence conjugale et familiale en milieux autochtones. Au terme de la sélection finale, ce sont 33 projets qui ont été financés en 2021-2022 :

- 9 projets pour le volet *Violence conjugale et familiale*
- 9 projets pour le volet *Violences sexuelles*
- 15 projets pour le volet *Hommes et guérison*.

Au terme de la sélection finale, ce sont 9 projets pour le volet Violences sexuelles qui ont été financés. C'est 1 399 000 \$ qui vont avoir été versés pour ces projets en 21-22.

Pour l'année 2021-2022, le SCF a donc versé 1 419 000 \$ pour la réalisation et la poursuite de 10 projets en Violences sexuelles (agressions sexuelles et exploitation sexuelle) dans les milieux autochtones (voir annexe).

Autres mesures mises en œuvre par le SCF en 2021-2022

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* arrivant à échéance le 31 mars 2021, la prolongation de sa mise en œuvre jusqu'au printemps 2022 a été autorisée. Cette stratégie comporte 55 actions pour lutter contre les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle. Ces actions sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population québécoise, incluant les Premières Nations et les Inuits. L'une des actions de la Stratégie violences sexuelles (action 43) vise de façon plus spécifique les milieux autochtones. Le SCF a soutenu, jusqu'au 31 décembre 2021, le Centre d'expertise Marie-Vincent pour l'offre de formation en milieu autochtone relativement à l'intervention auprès d'enfants agressés sexuellement et de leur famille.

Projets en violences sexuelles				
ORGANISME	TITRE DU PROJET	ANNÉE FINANCIÈRE DE L'ANNONCE	DURÉE DU PROJET	MONTANT VERSÉ EN 2021-2022
Centre d'expertise Marie-Vincent	Le programme Lanterne en milieux autochtones	2018-2019	3 ans	0 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Wapikoni	2018-2019	1 an	0 \$
Femmes Autochtones du Québec	Poursuivre la sensibilisation à la violence sexuelle en milieu autochtone -Ma sexualité, c'est une question de respect : brisons le silence!	2018-2019	2 ans	20 000,00 \$
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	2021-2022	4 ans	80 000,00 \$
Centre des femmes de Montréal	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	2021-2022	4 ans	195 600,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caratère sexuel - Point de service à Pessamit	2021-2022	4 ans	220 000,00 \$
Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	Cercle de soutien pour hommes autochtones abusés sexuellement dans l'enfance	2021-2022	2 ans	85 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	2021-2022	3 ans	200 000,00 \$
L'Association des femmes cries d'Eeyou Istchee	"I said no" Campaign	2021-2022	2 ans	175 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	2021-2022	4 ans	240 000,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	2021-2022	4 ans	30 400,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	2021-2022	4 ans	173 000,00 \$
Total				1 419 000,00 \$

P42. DANS LE CADRE DE L'APPEL D'INTENTION 2021-2022 – VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN CONTEXTE AUTOCHTONE, VEUILLEZ INDIQUER :

- A) LE NOMBRE TOTAL DE PROJETS DÉPOSÉS, VENTILÉ PAR RÉGION;**
- B) LA LISTE DES PROJETS RETENUS;**
- C) LE MONTANT OCTROYÉ;**
- D) LA RÉGION;**
- E) L'ÉCHÉANCE DU PROJET.**

À la suite de l'appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone, des projets pour contrer les problématiques de violences sexuelles et de violence conjugale et familiale en contexte autochtone ont été financés pour un montant global de 11,4 M\$ sur quatre ans. Au terme de la sélection finale, ce sont 33 projets qui ont été financés en 2021-2022 :

- 9 projets pour le volet *Violence conjugale et familiale*
- 9 projets pour le volet *Violences sexuelles*
- 15 projets pour le volet *Hommes et guérison*

Volet violence conjugale et familiale				
Organisation	Titre du projet	Région administrative de l'organisme	Durée	Montants octroyés
Centre d'hébergement Tipinuaikan	Prévention et intervention de proximité à la violence conjugale et/ou familiale en contexte autochtone	Côte-Nord	2 ans	224 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Wabigoni	Abitibi-Témiscamingue	2 ans	390 000,00 \$
Centre de santé Inuulitsivik	On the land family project	Nord-du-Québec	2 ans	80 000,00 \$
Centre de santé Inuulitsivik	Workshops for men	Nord-du-Québec	2 ans	52 000,00 \$
Services santé et communautaires de Gesgapegiag	Jinm'mug Nepisutijig (Men in Healing)	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	2 ans	40 000,00 \$
L'association des femmes cries d'Eeyou Istchee	Manchaadaau	Nord-du-Québec	2 ans	340 000,00 \$
Femmes Autochtones du Québec	Nakatueniminitishu (Prends soin de toi)	Montréal	2 ans	200 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone du Lac Saint-Jean	La guérison par la culture	Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 ans	300 000,00 \$
Trajetvi	Letting Indigenous voices be heard (Part 2): Using research results to help fight violence against women in the community of Listuguj	Montréal	2 ans	100 000,00 \$

P42. DANS LE CADRE DE L'APPEL D'INTENTION 2021-2022 – VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN CONTEXTE AUTOCHTONE, VEUILLEZ INDIQUER :

- A) LE NOMBRE TOTAL DE PROJETS DÉPOSÉS, VENTILÉ PAR RÉGION;
- B) LA LISTE DES PROJETS RETENUS;
- C) LE MONTANT OCTROYÉ;
- D) LA RÉGION;
- E) L'ÉCHÉANCE DU PROJET.

Volet violence sexuelle				
Organisation	Titre du projet	Région administrative de l'organisme	Durée	Montants octroyés
Femmes Autochtones du Québec	Respect de nos corps	Montréal	4 ans	200 000,00 \$
Centre des femmes de Montréal	Partage et guérison : en mouvement vers le mieux-être	Montréal	4 ans	489 000,00 \$
Lumière Boréale - CALACS Baie-Comeau	Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - Point de service à Pessamit	Côte-Nord	4 ans	550 000,00 \$
Entraide Mauricie-Centre-du-Québec pour hommes agressés sexuellement dans l'enfance (EMPHASE)	Cercle de soutien pour hommes autochtones abusés sexuellement dans l'enfance	Mauricie	2 ans	170 000,00 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	Nunavik training and toolkit regarding sexual abuse of Inuit children	Nord-du-Québec	3 ans	450 000,00 \$
L'association des femmes crie d'Eeyou Istchee	"I said no" Campaign	Nord-du-Québec	2 ans	350 000,00 \$
Puakuteu comité de femmes Mashteuiatsh	La guérison traditionnelle et spirituelle pour un mieux-être collectif	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	600 000,00 \$
CALACS Châteauguay	La prévention de la violence sexuelle dans la communauté Mohawk de Kahnawake	Montréal	4 ans	76 000,00 \$
Université du Québec à Chicoutimi	Prévenir la violence sexuelle auprès d'enfants et d'adolescents des Premières Nations en milieu autochtone et urbain	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	510 000,00 \$

P42. DANS LE CADRE DE L'APPEL D'INTENTION 2021-2022 – VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN CONTEXTE AUTOCHTONE, VEUILLEZ INDIQUER :

- A) LE NOMBRE TOTAL DE PROJETS DÉPOSÉS, VENTILÉ PAR RÉGION;**
- B) LA LISTE DES PROJETS RETENUS;**
- C) LE MONTANT OCTROYÉ;**
- D) LA RÉGION;**
- E) L'ÉCHÉANCE DU PROJET.**

Volet Hommes et guérison				
Organisation	Titre du projet	Région administrative de l'organisme	Durée	Montants octroyés
Mohawk Council of Kanesatake	In Spirit of Healthy Community - Kanesatake Family Violence Prevention	Laurentides	4 ans	794 000,00 \$
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Nabé (Homme en Ashinabe)	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	175 000,00 \$
Maison de Job	Faciliter l'accès aux services d'hébergement en dépendance aux hommes autochtones-Le chemin vers la guérison	Capitale-Nationale	4 ans	440 000,00 \$
Centre résidentiel communautaire de l'Abitibi-Témiscamingue et du nord du Québec (CRC ATNQ)	Les voix de guérison – Tebwewin Aki	Abitibi-Témiscamingue	4 ans	80 000,00 \$
Maison communautaire Missinak	Cercle Napeu - cercle de parole pour hommes et de guérison pour hommes autochtones	Capitale-Nationale	4 ans	400 000,00 \$
Qimutjuit Men's Association of Kuujjuaraapik	Healing Inuit Traditionally On The Land	Nord-du-Québec	4 ans	530 000,00 \$
Hommes Sept-Îles	Shukapeu – homme solide	Côte-Nord	4 ans	400 000,00 \$
Conseil des Innus de La Romaine	Hommes et guérison	Côte-Nord	4 ans	400 000,00 \$

P42. DANS LE CADRE DE L'APPEL D'INTENTION 2021-2022 – VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN CONTEXTE AUTOCHTONE, VEUILLEZ INDIQUER :

- A) LE NOMBRE TOTAL DE PROJETS DÉPOSÉS, VENTILÉ PAR RÉGION;
- B) LA LISTE DES PROJETS RETENUS;
- C) LE MONTANT OCTROYÉ;
- D) LA RÉGION;
- E) L'ÉCHÉANCE DU PROJET.

Volet Hommes et guérison				
Organisation	Titre du projet	Région administrative de l'organisme	Durée	Montants octroyés
Centre de santé et services sociaux Mashteuiatsh + CRH Optimum	Recherche-action visant le développement de cadres, pratiques et services holistiques adaptés auprès des hommes autochtones de différentes réalités de Mashteuiatsh et ailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 ans	600 000,00 \$
Centre de santé et services sociaux de Matimekush Lac-John	La maison des hommes	Côte-Nord	4 ans	410 000,00 \$
Gouvernement de la Nation Crie	Support Group for Men in Eeyou Istchee and Drawing from the Land for Healing	Nord-du-Québec	4 ans	500 000,00 \$
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Aspehiriniwin	Mauricie	4 ans	495 000,00 \$
Services sociaux d'Opitciwan	Witcihitowin iriniwok otci (Entraide, aide auprès des hommes)	Mauricie	4 ans	470 000,00 \$
Conseil Abénaki Wôlinak	Hommes et guérison	Centre-du-Québec	4 ans	185 000,00 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Projet Kotowakinik	Mauricie	4 ans	400 000,00 \$

P43. FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES PAR LE SCF EN 2021-2022 POUR DÉPLOYER DES MESURES VISANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCES SEXUELLES.

L'essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine a toutefois financé plusieurs initiatives visant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence.

Voir annexes 43 VC et 43 VS.

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine visant à lutter contre la violence faite aux femmes et en matière de sensibilisation (violence faite aux femmes / violence conjugale) 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Campagnes gouvernementales en matière de violence conjugale	462 398 \$
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale 2018-2019	
Carrefour familial des personnes handicapées	9 766 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - Mettre fin à la revictimisation des femmes violentées	8 423 \$
SOS violence conjugale - « ...Et si je te disais que c'est de la violence ? »	10 000 \$
Table de concertation communautaire Mirabelloise - Sensibilisation du monde agricole à la violence conjugale	1 512 \$
Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal (FOHM)	10 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)	9 922 \$
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada	10 000 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM)	6 249 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine visant à lutter contre la violence faite aux femmes et en matière de sensibilisation (violence faite aux femmes / violence conjugale) 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale 2020-2021	
Carrefour pour Elle - Sans cri ni haine; vers des rapports égaux	30 000 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges - Violence conjugale: une solution partagée	21 114 \$
MIELS-Québec - Lumière sur la violence dans les couples d'hommes	16 614 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque - Manikewin	30 000 \$
Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc. - Sous tension : Participation citoyenne pour s'unir contre la violence conjugale	30 000 \$
L'Escale de l'Estrée - La Violence conjugale, ça me concerne (titre provisoire)	30 000 \$
Service d'aide aux victimes d'actes criminels MV - Clinique d'information adressées aux proches de personnes victimes de violence conjugale	9 838 \$
Sexplique - Projet Masque	30 000 \$
CONVERGENCE, SERVICE D'AIDE AUX HOMMES DE LA GASPÉSIE - Les rapports égaux et la violence amoureuse, c'est chill d'en parler	11 450 \$
Hommes & Gars - Sensibilisation à la violence conjugale et sexuelle pour les jeunes du primaire	1 883 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine visant à lutter contre la violence faite aux femmes et en matière de sensibilisation (violence faite aux femmes / violence conjugale) 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean - Tous alliés pour des relations pacifiques et égalitaires au Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 959 \$
L'Antre-Hulloises Inc. - Soyez nos Alliés	20 000 \$
Centre Louis-Jolliet de la Commission scolaire de la Capitale	28 587 \$
Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles - Mieux connaître pour mieux agir sur les Violences conjugales	16 970 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC) - Milieux de travail alliés	30 000 \$
Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francs - Droit au but	28 818 \$
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir financièrement les activités de sensibilisation des groupes de femmes organisées à l'occasion des journées annuelles d'action contre la violence faite aux femmes	
Comité des 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes - 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes	50 000 \$
Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - Marathon des mots contre la violence conjugale	25 000 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine visant à lutter contre la violence faite aux femmes et en matière de sensibilisation (violence faite aux femmes / violence conjugale) 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes	
L'ADOberge Chaudière-Appalaches : A.M.O.U.R. : Aïmons Mieux et Outillons l'Union et les Relations	4 000 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse : Saines relations chez les jeunes – La violence, c'est pas banal !	4 000 \$
AlterHéros : Soutien au développement des habiletés relationnelles des jeunes LGBTQ+ neuroatypiques par AlterHéros	3 285 \$
Projets financés dans le cadre du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie	
Alliance des maisons d'hébergement	20 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	19 573 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)	20 000 \$
Projets co-construits	
SOS violence conjugale - « Traduction de feuillet promotionnel de SOS violence conjugale (9 langues) et des outils de sensibilisation « SOS INFO » (1 langue) »	916 \$
SOS violence conjugale - « ...Et si je te disais que c'est de la violence ? Phase B »	53 754 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM) - Cyberviolences exercées par un partenaire intime ou un ex-partenaire : campagne de sensibilisation à l'endroit des jeunes femmes vulnérables	9 197 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine visant à lutter contre la violence faite aux femmes et en matière de sensibilisation (violence faite aux femmes / violence conjugale) 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
RAPLIQ - Accueil en hébergement des femmes en situation de handicap victimes de violence conjugale	10 182 \$
Université du Québec à Chicoutimi - Avec elles contre la violence dans les relations intimes	28 282 \$
Centre Louise-Amélie - J'habite nulle part partie 2	24 000 \$
Transit Secours - Soutien à la réalisation des activités	45 000 \$
INSPQ - Réaliser un outil de référence destiné aux personnes travaillant dans le milieu journalistique présentant les aspects clés du traitement médiatique de la violence conjugale	7 500 \$
Cellules d'intervention rapide	
Carrefour sécurité en violence conjugale (Portneuf)	162 000 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale BSL	41 757 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale Mauricie	41 757 \$
VIA l'Anse	19 000 \$
Maison d'aide et d'hébergement la Re-source de Châteauguay	50 000 \$
Au cœur de l'IL, centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	22 370 \$
Service d'aide et de traitement en apprentissage social	42 000 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine visant à lutter contre la violence faite aux femmes et en matière de sensibilisation (violence faite aux femmes / violence conjugale) 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
CHOC (Carrefour d'hommes en changement)	42 000 \$
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	130 200 \$
CENTRE DES RESSOURCES POUR HOMMES DRUMMOND	25 365 \$
HOMMES SEPT-ILS	130 200 \$
Maisons Unies-Vers-Femmes	130 200 \$
CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	130 200 \$
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	52 500 \$
ALLIANCE GASPÉSIENNE D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT DE LA GASPÉSIE	130 200 \$
MAISON D'HÉBERGEMENT POUR ELLES DES DEUX VALLÉES	130 200 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale (Chaudières-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec et Côte-Nord)	602 837 \$
¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2021-2020	
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.	
³ Un organisme a décliné l'aide financière, ce qui explique la disparité avec la liste de projets annoncés.	

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pouvant soutenir les femmes et les enfants victimes de violences sexuelles

1^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2}

Projet/activité	Montant versé
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles 2018-2019	
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean - Parlons de la victimisation sexuelle au masculin	1 154 \$
Centre de prévention et d'intervention pour victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Développement d'un programme de sensibilisation en matière d'agressions sexuelles adressé aux jeunes de 6 à 11 ans	15 000 \$
Action 1 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
RQCALACS et CALACS - Soutien au déploiement du programme Empreinte, agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	1 124 293 \$
Phare des Affranchies - Destination : Agir sans nuire! (devenu programme Lueur)	15 000 \$
Action 2 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (Ciasf)- Projet SELFIE	10 884 \$

Action 10 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Y de Montréal-Pour des milieux collégiaux mieux outillés	19 744 \$
Action 25 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal - Mise à jour du répertoire interne de ressources de la Ligne-ressource provinciale pour les victimes d'agression sexuelle	19 933 \$
Action 26 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution	234 970 \$
La Maison de Marthe - Déploiement de personnes-ressources en matière d'aide à la sortie de la prostitution	207 710 \$
CALACS L'étoile du Nord - Ouvrons les portes	139 520 \$
CALACS Agression Estrie - Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution	83 010 \$
CALAS de l'Outaouais - Déploiement d'une personne-ressource en matière d'aide à la sortie de la prostitution	146 547 \$
Action 37 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - "Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrées et racisées"	32 400 \$

Action 4.2 du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie	
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - « projet solidarité sociale »	10 000 \$
Autre appel de projets spécifique	
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes – Recherche « La justice et les femmes victimes de violence »	8 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine - « Un répertoire en ligne pour contrer l'hostilité en ligne visant les femmes »	100 000 \$
¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2021-2022	
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.	

P44. DÉTAILLER LES SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS ET AU HARCÈLEMENT SEXUELS, DANS TOUS LES MILIEUX, POUR 2021-2022. FOURNIR LE BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT ET CELLES PRÉVUES POUR 2022-2023.

En 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine a réalisé plusieurs activités et soutenu de nombreux projets en matière de sensibilisation et de lutte aux agressions et au harcèlement sexuels. Voir l'annexe 44.

Sommes investies par le Secrétariat à la condition féminine en matière de sensibilisation et de lutte aux agressions et au harcèlement sexuels	
Montants	
1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1, 2}	
Projet/activité	Montant versé
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale et de violences sexuelles 2018-2019	
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay–Lac-Saint-Jean - Parlons de la victimisation sexuelle au masculin	1 154 \$
Centre de prévention et d'intervention pour victimes d'agression sexuelle (CPIVAS) - Développement d'un programme de sensibilisation en matière d'agressions sexuelles adressé aux jeunes de 6 à 11 ans	15 000 \$
Action 1 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
RQCALACS et CALACS - Soutien au déploiement du programme Empreinte, agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel	1 124 293 \$
INSPQ - Mise à jour de la Trousse média sur les agressions sexuelles	50 000 \$

Action 10 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Y de Montréal - Pour des milieux collégiaux mieux outillés	19 744 \$
Action 37 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021	
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - « Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrées et racisées »	32 400 \$
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir financièrement les activités de sensibilisation des groupes de femmes organisées à l'occasion des journées annuelles d'action contre la violence faite aux femmes	
Comité des 12 jours d'action pour l'élimination des violences envers les femmes - « 12 jours d'action pour l'élimination des violences faites aux femmes »	50 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - « Vers une société égalitaire et sans violence : la tournée des cégeps alliés »	17 600 \$
Autres appels de projets spécifiques	
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine – « Un répertoire en ligne pour contrer l'hostilité en ligne visant les femmes »	100 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes – Recherche « La justice et les femmes victimes de violence »	8 000 \$
¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2021-2022	
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.	

**P45. DÉTAILLER LES SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE POUR 2021-2022.
FOURNIR LE BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT ET CELLES PRÉVUES POUR 2022-2023.**

En 2021-2022, le Secrétariat à la condition féminine a réalisé plusieurs activités et soutenu de nombreux projets en matière de sensibilisation et de lutte à la violence conjugale.

Voir l'annexe 45.

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Campagnes gouvernementales en matière de violence conjugale	462 398 \$
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale 2018-2019	
Carrefour familial des personnes handicapées	9 766 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - Mettre fin à la revictimisation des femmes violentées	8 423 \$
SOS violence conjugale - « ...Et si je te disais que c'est de la violence ? »	10 000 \$
Table de concertation communautaire Mirabelloise - Sensibilisation du monde agricole à la violence conjugale	1 512 \$
Fédération des OSBL d'Habitation de Montréal (FOHM)	10 000 \$
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)	9 922 \$
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada	10 000 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM)	6 249 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Appel de projets : Sensibilisation en matière de violence conjugale 2020-2021	
Carrefour pour Elle - Sans cri ni haine; vers des rapports égaux	30 000 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges - Violence conjugale: une solution partagée	21 114 \$
MIELS-Québec - Lumière sur la violence dans les couples d'hommes	16 614 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque - Manikewin	30 000 \$
Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc. - Sous tension : Participation citoyenne pour s'unir contre la violence conjugale	30 000 \$
L'Escale de l'Estrie - La Violence conjugale, ça me concerne (titre provisoire)	30 000 \$
Service d'aide aux victimes d'actes criminels MV - Clinique d'information adressées aux proches de personnes victimes de violence conjugale	9 838 \$
Sexplique - Projet Masque	30 000 \$
CONVERGENCE, SERVICE D'AIDE AUX HOMMES DE LA GASPÉSIE - Les rapports égaux et la violence amoureuse, c'est chill d'en parler	11 450 \$
Hommes & Gars - Sensibilisation à la violence conjugale et sexuelle pour les jeunes du primaire	1 883 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean - Tous alliés pour des relations pacifiques et égalitaires au Saguenay-Lac-Saint-Jean	11 959 \$
L'Antre-Hulloises Inc. - Soyez nos Alliés	20 000 \$
Centre Louis-Jolliet de la Commission scolaire de la Capitale	28 587 \$
Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles - Mieux connaître pour mieux agir sur les Violences conjugales	16 970 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC) - Milieux de travail alliés	30 000 \$
Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francs - Droit au but	28 818 \$
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir financièrement les activités de sensibilisation des groupes de femmes organisées à l’occasion des journées annuelles d’action contre la violence faite aux femmes	
Comité des 12 jours d’action pour l’élimination des violences envers les femmes - 12 jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes	50 000 \$
Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - Marathon des mots contre la violence conjugale	25 000 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
Projets financés dans le cadre d'appels de projets spécifiques : Soutenir des projets de sensibilisation à la violence exercée dans les relations amoureuses réalisés par et pour les jeunes	
L'ADOberge Chaudière-Appalaches : A.M.O.U.R. : Aïmons Mieux et Outillons l'Union et les Relations	4 000 \$
Maison Richelieu Hébergement Jeunesse : Saines relations chez les jeunes – La violence, c'est pas banal !	4 000 \$
AlterHéros : Soutien au développement des habiletés relationnelles des jeunes LGBTQ+ neuroatypiques par AlterHéros	3 285 \$
Projets financés dans le cadre du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie	
Alliance des maisons d'hébergement	20 000 \$
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	19 573 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC)	20 000 \$
Projets co-construits	
SOS violence conjugale - « Traduction de feuillet promotionnel de SOS violence conjugale (9 langues) et des outils de sensibilisation « SOS INFO » (1 langue) »	916 \$
SOS violence conjugale - « ...Et si je te disais que c'est de la violence ? Phase B »	53 754 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM) - Cyberviolences exercées par un partenaire intime ou un ex-partenaire : campagne de sensibilisation à l'endroit des jeunes femmes vulnérables	9 197 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
RAPLIQ - Accueil en hébergement des femmes en situation de handicap victimes de violence conjugale	10 182 \$
Université du Québec à Chicoutimi - Avec elles contre la violence dans les relations intimes	28 282 \$
Centre Louise-Amélie - J'habite nulle part partie 2	24 000 \$
Transit Secours - Soutien à la réalisation des activités	45 000 \$
INSPQ - Réaliser un outil de référence destiné aux personnes travaillant dans le milieu journalistique présentant les aspects clés du traitement médiatique de la violence conjugale	7 500 \$
Cellules d'intervention rapide	
Carrefour sécurité en violence conjugale (Portneuf)	162 000 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale BSL	41 757 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale Mauricie	41 757 \$
VIA l'Anse	19 000 \$
Maison d'aide et d'hébergement la Re-source de Châteauguay	50 000 \$
Au cœur de l'IL, centre d'accompagnement lanaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	22 370 \$
Service d'aide et de traitement en apprentissage social	42 000 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine dans la sensibilisation et la lutte à la violence conjugale 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2,3}	
Projet/activité	Montant versé
CHOC (Carrefour d'hommes en changement)	42 000 \$
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	130 200 \$
CENTRE DES RESSOURCES POUR HOMMES DRUMMOND	25 365 \$
HOMMES SEPT-ILS	130 200 \$
Maisons Unies-Vers-Femmes	130 200 \$
CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	130 200 \$
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	52 500 \$
ALLIANCE GASPÉSIENNE D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT DE LA GASPÉSIE	130 200 \$
MAISON D’HÉBERGEMENT POUR ELLES DES DEUX VALLÉES	130 200 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale (Chaudières-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec et Côte-Nord)	602 837 \$
¹ D'autres projets sont en cours mais pour lesquels aucun versement n'était prévu en 2021-2022	
² Incluant seulement des subventions financées par des crédits du Secrétariat à la condition féminine.	
³ Un organisme a décliné l'aide financière, ce qui explique la disparité avec la liste de projets annoncés.	

P46. LES ANALYSES DIFFÉRENCIÉES SELON LES SEXES (ADS) PRODUITES POUR :

- Le projet de loi n^o 1, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement ;
- Le projet de loi n^o 2, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil ;
- Le projet de loi n^o 15, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives ;
- Le projet de loi n^o 24, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel du Québec afin d'y prévoir le pouvoir d'exiger qu'une personne contrevenante soit liée à un dispositif permettant de savoir où elle se trouve ;
- Le projet de loi n^o 92, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'instance gouvernementale responsable de promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) et d'accompagner les ministères et organismes pour l'application de l'ADS dans des projets structurants pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. À cet égard, le SCF met en œuvre des activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2021-2022, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (en date du 28 février 2022) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Politique gouvernementale de prévention en santé publique* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2021-2026* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Réforme du droit de la famille* (ministère de la Justice)
- *Règlement d'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* (ministère de la Justice)
- *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Révision de la Loi sur la santé et la sécurité du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Stratégie gouvernementale en développement durable* (ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques)
- *Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires* (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)
- *Plan d'action de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (ministère de la Justice)
- *Comité de pertinence pour une action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)

Le 3 décembre 2020, a été lancé le *Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025*. Celui-ci constitue un complément au *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*.

- Il est porté par huit ministères et organismes gouvernementaux.
- Il totalise un investissement sur 5 ans de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.
- De ce montant, 126 M\$ sur 5 ans va au financement et à la rénovation des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale.

Le Secrétariat à la condition féminine est responsable de 2 actions du Plan d'action spécifique. Voici les investissements liés à celles-ci en 2021-2022 :

6. Consolider les cellules d'intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d'homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec : 1 882 786 \$¹.

13. Bonifier la coordination et l'animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023* : la mise en œuvre de cette action s'est effectuée à coût nul en 2021-2022. Il est à noter que les sommes réservées pour celle-ci ont été utilisées pour bonifier les actions visant la mise en place de cellules d'intervention rapide.

Il était également prévu la mise en place d'initiatives visant à prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et à accroître la sécurité des femmes et de leurs familles, issues des Premières Nations et inuites (250 000 \$ qui ont été engagés dans l'*Appel d'intention 2020-2021-Violences sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone*).

¹ Incluant aussi les crédits de la mesure 3 sur le même sujet des *Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026*.

- P48. 22,5 M\$ sur cinq ans pour rehausser le financement des maisons d'hébergement à l'occasion du budget 2021-2022, soit 4,5 M\$ par année. Indiquer :
- a) Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ;
 - b) Le coût reçu ;
 - c) La date de réception du financement ;
 - d) Les prévisions pour 2022-2023.
-

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P49. 92 M\$ sur cinq ans pour les maisons d'aide et d'hébergement de première étape, soit 18,4 M\$ par année. Indiquer :

- a) Les noms des maisons d'hébergements ayant bénéficié de ce financement ;
- b) Le coût reçu ;
- c) La date de réception du financement ;
- d) Les prévisions pour 2022-2023.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P50. 222,9 M\$ SUR CINQ ANS POUR METTRE EN PLACE DES MESURES PRIORITAIRES DANS LE BUT DE PRÉVENIR LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES AINSI QUE POUR ASSURER DE MANIÈRE CONCRÈTE ET EFFICACE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES. VENTILER LES COÛTS POUR L'ANNÉE 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

Les *Actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et les féminicides* (Actions prioritaires) sont disponibles au : <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/SCF/publications/plans-strategiques/Feuillet-actions-prio-violence-conj.pdf?1645103537>

Les Actions prioritaires totalisent un investissement de 222,9 M\$ de 2021-2022 à 2025-2026. Ce sont 7 ministères et organismes qui sont engagés dans leur mise en œuvre.

Action	MO	Investissements totaux 2021-2025
Augmenter significativement l'offre de services externes et le nombre de places des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale. <i>Complémentaire à la mesure 3 du Plan d'action spécifique 2020-2025.</i>	MSSS SHQ	92 000 000 \$ 4 061 250 \$
Augmenter le financement des organismes d'aide aux hommes violents afin de répondre plus rapidement aux besoins lors de situations de crise, et permettre la mise en place d'une application numérique pour mieux joindre les hommes qui hésitent à aller chercher de l'aide.	MSSS	19 800 000 \$
Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielle afin d'en développer de nouvelles dans toutes les régions. <i>Complémentaire à la mesure 6 du Plan d'action spécifique 2020-2025</i>	SCF	9 140 000 \$
Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions.	MSP	27 000 000 \$
Ajouter des effectifs en violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales afin de bien informer et de mieux accompagner les victimes, et ce, dès leur premier contact avec l'appareil judiciaire.	DPCP	44 000 000 \$
Renforcer le rôle de coordination du Secrétariat à la condition féminine afin de réaliser les engagements gouvernementaux en matière de violence conjugale.	SCF	1 025 000 \$
Rehausser le financement des maisons d'hébergement d'urgence autochtones sur communautés conventionnées et en milieu urbain pour les femmes et les enfants en contexte de violence conjugale.	MSSS	(inclus à l'action 1)
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones ainsi que leur entourage en contexte de violence conjugale et familiale.	MJQ SCF	3 600 000 \$ 2 400 000 \$
Soutenir le développement d'une offre de services de prévention et d'intervention culturellement pertinente et sécurisante en matière de violence conjugale et familiale au Nunavik, en collaboration avec les partenaires inuits.	MSSS	10 000 000 \$
Ajouter du personnel en violence conjugale au sein de corps de police autochtones afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions.	MSP	9 834 000 \$

Pour les précisions sur les coûts en 2021-2022 des actions sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine, référer à la fiche 39.

P51. LE NOMBRE DE LITS SUPPLÉMENTAIRES AJOUTÉS PENDANT LES PÉRIODES DE CONFINEMENT POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE. VEUILLEZ VENTILER CETTE INFORMATION PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P52. LE NOMBRE DE PLACES SUPPLÉMENTAIRES DÉVELOPPÉES DEPUIS LE 1^E AVRIL 2021 POUR LES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE 1^{ERE} ÉTAPE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

P53. LE NOMBRE DE PLACES SUPPLÉMENTAIRES DÉVELOPPÉES DEPUIS LE 1^E AVRIL 2021 POUR LES MAISONS D'HÉBERGEMENT DE 2^E ÉTAPE POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, PAR RÉGION.

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

**P54. LES SOMMES INVESTIES POUR LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ POUR LA VIOLENCE CONJUGALE PENDANT LA PANDÉMIE.
VEUILLEZ VENTILER LES SOMMES.**

En 2021-2022, en contexte de pandémie, une campagne de sensibilisation en matière de violence conjugale a été diffusée à deux reprises, soit de mai à juillet 2021 et d'octobre à novembre 2021.

Le montant versé par le Secrétariat à la condition féminine pour ces campagnes est de 462 398 \$.

Il est à noter que ces sommes couvraient principalement les frais de production et de réalisation des campagnes.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a pour sa part soutenu financièrement la diffusion et la promotion des campagnes puisque celles-ci étaient menées dans le contexte de la pandémie.

P55. LE 4 DÉCEMBRE 2020, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNONÇAIT LE DÉPLOIEMENT D'UN ENSEMBLE DE MESURES VISANT À AMÉLIORER LA FORMATION ET LES PRATIQUES POLICIÈRES À L'ENDROIT DES CITOYENS AUTOCHTONES AINSI QU'À LUTTER CONTRE LA VIOLENCE VÉCUE PAR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES. POUR LA MESURE SUIVANTE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LE SUIVI ET LES ACTIONS POSÉES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE:

- **1,2 M\$ POUR SOUTENIR DES PROJETS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION PAR ET POUR LES FILLES ET FEMMES AUTOCHTONES CONCERNANT L'EXPLOITATION SEXUELLE ET AUTRES FORMES DE VIOLENCES SEXUELLES.**

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est responsable d'une mesure sur l'exploitation sexuelle : 1,2 M\$ pour soutenir des projets de prévention et d'intervention par et pour les filles et femmes autochtones concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles.

Les crédits associés à cette mesure ont été entièrement investis dans l'*Appel d'intention 2021-2022 – Violences sexuelles, conjugale et familiale en contexte autochtone* lancé à l'automne 2021. Cet appel d'intention disposait d'un budget de 11,4 M\$ sur 4 ans pour apporter des réponses concrètes aux problématiques de violences sexuelles et de violence conjugale et familiale en milieux autochtones. Au terme de la sélection finale, ce sont 33 projets qui ont été financés en 2021-2022 :

- 9 projets pour le volet *Violence conjugale et familiale*
- 9 projets pour le volet *Violences sexuelles*
- 15 projets pour le volet *Hommes et guérison*.

Au terme de la sélection finale, ce sont 9 projets pour le volet *Violences sexuelles* qui ont été financés. C'est 1 399 000 \$ qui vont avoir été versés pour ces projets en 2021-2022.

- P56. LE 9 NOVEMBRE 2020, LE GOUVERNEMENT ANNONÇAIT LES PROJETS RETENUS DANS LE CADRE DE L'APPEL DE PROJETS 2020-2021-SENSIBILISATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. VEUILLEZ NOUS INDiquer :**
- A) LE NOMBRE TOTAL DE PROJETS DÉPOSÉS, VENTILÉ PAR RÉGION;**
 - B) LA LISTE DES PROJETS RETENUS;**
 - C) LE MONTANT OCTROYÉ;**
 - D) LA RÉGION;**
 - E) L'ÉCHÉANCE DU PROJET.**
 - F) LA LISTE DES PROJETS N'AYANT PAS ÉTÉ RETENUS DANS LE CADRE DE CES APPELS DE PROJETS.**
-

Les informations relatives aux projets financés sont fournies en annexe du présent document.

Organisme	Titre du projet	Durée	Région	Montant versé en 2021-2022
Carrefour pour Elle	Sans cri ni haine; vers des rapports égalitaires	3 ans	16 - Montérégie	30 000 \$
Centre d'amitié autochtone La Tuque	Manikewin	3 ans	04 - Mauricie	30 000 \$
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay–Lac-Saint-Jean	Tous alliés pour des relations pacifiques et égalitaires au Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 ans	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 959 \$
Centre des Femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles	Mieux connaître pour mieux agir sur les Violences conjugales	2 ans	06 - Montréal	16 970 \$
Centre Louis-Jolliet de la Commission scolaire de la Capitale	Sensibilisation des élèves immigrants à la violence conjugale	3 ans	03 - Capitale-Nationale	28 587 \$
Convergence, service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Les rapports égalitaires et la violence amoureuse, c'est chill d'en parler	2 ans	11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11 450 \$
Coopérative des travailleuses et travailleurs de théâtre des Bois-Francis	Droit au but	3 ans	17 - Centre-du Québec	28 818 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Violence conjugale : une solution partagée	3 ans	06 - Montréal	21 114 \$
Hommes & Gars	Sensibilisation à la violence conjugale et sexuelle pour les jeunes du primaire	1 an	11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 883 \$
L'Antre-Hullois Inc.	Soyez nos Alliés	2 ans	07 - Outatouais	20 000 \$
Le FAR (Famille, Accueil, Référence) 1985 inc.	Sous tension : Participation citoyenne pour s'unir contre la violence conjugale	3 ans	04 - Mauricie	30 000 \$
L'Escale de l'Estrie	La Violence conjugale, ça me concerne (titre provisoire)	3 ans	05 - Estrie	30 000 \$
MIELS-Québec	Lumière sur la violence dans les couples d'hommes	1 an	03 - Capitale-Nationale	16 614 \$
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Milieux de travail alliés	3 ans	06 - Montréal	30 000 \$
Service d'aide aux victimes d'actes criminels MV	Clinique d'information adressées aux proches de personnes victimes de violence conjugale	3 ans	02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	9 838 \$
Sexplique	Projet Masque	3 ans	03 - Capitale-Nationale	30 000 \$

P57. Le 14 juin 2021, le Secrétariat à la condition féminine annonçait un nouvel appel de projets pour le développement de cellules d'intervention rapide.

Veillez nous indiquer :

- a) Le nombre total de projets déposés, ventilé par région ;
 - b) La liste des projets retenus ;
 - c) Le montant octroyé ;
 - d) La région ;
 - e) L'échéance du projet ;
 - f) La liste des projets n'ayant pas été retenus dans le cadre de ces appels de projets.
-

Suite à l'appel de projets « 2021-2022 : Développement de cellules d'intervention rapide » lancé le 14 juin 2021, le financement de 16 projets¹ a été confirmé.

Le détail de ces financements est présenté à l'annexe 57. Cette liste n'inclut pas les projets financés dans l'appel 2020-2021 destiné à la consolidation des cellules d'intervention rapide existantes.

¹ Un organisme a décliné l'aide financière, ce qui explique la disparité entre la liste de projets annoncés et ceux présentés en annexe.

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pour les cellules d'intervention rapide découlant de l'appel de projets " 2021-2022 : Développement de cellules d'intervention rapide" 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022^{1,2}				
Organisme	Projet	Région	Durée	Montant versé en 2021-2022
Passe-R-Elle des Hautes-Laurentides	Modèle régional d'intervention rapide en prévention des risques homicides en contexte de violence conjugale/familiale sur le territoire des Laurentides	Laurentides	3 ans	130 200 \$
CENTRE DES RESSOURCES POUR HOMMES DRUMMOND	Développement d'une cellule d'intervention rapide dans la MRC de Drummond	Centre-du-Québec	1 an	25 365 \$
HOMMES SEPT-ILS	SERPH-VOLANT	Côte-Nord	3 ans	130 200 \$
Maisons Unies-Vers-Femmes	Cascades	Outaouais	3 ans	130 200 \$
CENTRE DE RESSOURCES POUR HOMMES SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	Cellule d'intervention rapide en prévention de l'homicide conjugal et intrafamilial Saguenay-Lac-St-Jean	Saguenay-Lac-St-Jean	3 ans	130 200 \$
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	Déploiement d'une structure de concertation en prévention des homicides conjugaux et intrafamiliaux à Montréal	Montréal	1 an	52 500 \$
ALLIANCE GASPÉSIENNE D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT DE LA GASPÉSIE	Escouade d'intervention rapide en violences conjugales en Gaspésie	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 ans	130 200 \$
MAISON D'HÉBERGEMENT POUR ELLES DES DEUX VALLÉES	Cascades-MRC Papineau	Outaouais	3 ans	130 200 \$

Sommes accordées par le Secrétariat à la condition féminine pour les cellules d'intervention rapide découlant de l'appel de projets " 2021-2022 : Développement de cellules d'intervention rapide" 1 ^{er} avril 2021 au 28 février 2022 ^{1,2}				
Organsime	Projet	Région	Durée	Montant versé en 2021-2022
Carrefour sécurité en violence conjugale (Chaudières-Appalaches, Estrie, Centre-du-Québec et Côte-Nord) ³	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Littoral	Chaudières-Appalaches	3 ans	602 837 \$
	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Beauce-Etchemin			
	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Appalaches			
	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Montmagny-L'Islet			
	Carrefour Sécurité en violence conjugale- Arthabaska-Érable	Centre-du-Québec		
	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Nicolet-Yamaska-Bécancour			
	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Granby et Haute-Yamaska	Estrie		
	Carrefour Sécurité en violence conjugale-Manicouagan	Côte-Nord		
¹ Un organisme a décliné l'aide financière, ce qui explique la disparité avec la liste de projets annoncés.				
² Ces projets sont présentés conjointement puisqu'ils ont fait l'objet d'une seule convention d'aide financière.				

P58. AU SUJET DE L'ANNONCE DE 9,1 M\$ POUR LE SOUTIEN DES CELLULES D'INTERVENTION RAPIDE INTERSECTORIELLES, VENTILER LE COÛT ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

Pour le détail des coûts par projet référer à la fiche 57.

Les redditions de comptes des projets sont en cours d'analyse.

- P59. LE 27 MARS 2020, LE GOUVERNEMENT ANNONÇAIT 2,5 MILLIONS DE DOLLARS POUR COMBLER LES BESOINS DES ORGANISMES D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FEMMES VIOLENTÉES VIVANT DE MULTIPLES PROBLÉMATIQUES SOCIALES. VEUILLEZ NOUS INDiquer :
- A) LA RÉPARTITION DU FINANCEMENT PAR RÉGION;
 - B) LA RÉPARTITION DU FINANCEMENT PAR ORGANISME;
 - C) LA DATE DES DÉCAISSEMENTS;
 - D) LE NOMBRE DE PLACES SUPPLÉMENTAIRES ACCESSIBLES GRÂCE À CETTE AIDE FINANCIÈRE.
-

Cette question relève du ministère de la Santé et des Services sociaux.

P60. LE 3 JUIN 2020, LE GOUVERNEMENT AFFIRMAIT DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE QUE « AFIN DE RÉPONDRE RAPIDEMENT AUX BESOINS ACCRUS DES FEMMES AUTOCHTONES DURANT LA PANDÉMIE, LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE ET LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES (SAA) TIENNENT RÉGULIÈREMENT DES RENCONTRES D'INFORMATION AVEC LES ACTEURS QUI TRAVAILLENT AUPRÈS DE CES DERNIÈRES, ET CE, EN PARTENARIAT AVEC LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNÉS PAR LES ENJEUX SOULEVÉS. » VEUILLEZ NOUS FOURNIR POUR L'ANNÉE 2021-2022 :

A) LA LISTE DES RENCONTRES D'INFORMATION TENUES;
B) LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES POUR CHACUNE DE CES RENCONTRES;
C) POUR CHACUNE DES RENCONTRES, VEUILLEZ NOUS FOURNIR LA LISTE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES.

Dans le cadre des mesures sous sa responsabilité, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a mis en place en septembre 2019, avec le SAA, un comité de travail « Femmes autochtones » regroupant des organisations autochtones, qui défendent les intérêts des femmes des Premières Nations et Inuits, et des représentantes et représentants gouvernementaux dans le but de réfléchir, d'échanger et de se concerter sur les enjeux à prioriser, d'influencer les politiques et les orientations du gouvernement et de voir à recommander des actions concrètes. Le comité s'est réuni à cinq reprises en 2021-2022.

Le comité est composé des organisations suivantes :

- Femmes autochtones du Québec
- Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) -Cercle des femmes élues de L'APNQL
- Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
- Association des femmes crie de Eeyou Istchee
- Association des femmes inuit du Nunavik Saturviit
- Association des Inuit du Sud du Québec
- Collectif Femmes autochtones, leadership, gouvernance
- Secrétariat à la condition féminine;
- Secrétariat aux affaires autochtones
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Sécurité publique
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Famille
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

- P61. LE 3 DÉCEMBRE 2020, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DÉVOILAIT LE PLAN D’ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025. VEUILLEZ NOUS INDiquer, POUR CHACUNE DES MESURES ANNONCÉES :
- A) UNE BRÈVE DESCRIPTION DE LA MESURE;
 - B) LE BUDGET PRÉVU, PAR ANNÉE;
 - C) LES INDICATIFS DE PERFORMANCE;
 - D) SI C’EST UNE NOUVELLE MESURE OU LA RECONDUCTION D’UNE MESURE DÉJÀ EXISTANTE;
 - E) LES PARTENAIRES OU MINISTÈRES QUI COLLABORE À LA RÉALISATION DE LA MESURE.

Le Plan d’action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025 (Plan d’action spécifique) est disponible au : http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/plan_action_prevenir_situations_vc_haut_risque_2020_2025.pdf

Le Plan d’action spécifique totalise un investissement de plus de 180 M\$ de 2020-2021 à 2024-2025.

En plus de produire périodiquement des bilans de mise en œuvre du Plan d’action spécifique, le SCF produira à terme un bilan des résultats, qui pourra documenter les retombées des actions.

Plan d’action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025		
AXE 1 : PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION		
ACTIONS	Responsables	Financement 2020-2025
1. Mettre en place un service juridique d’urgence pour déterminer, notamment, les droits de garde d’enfants en contexte de violence conjugale	MJQ (Commission des services juridiques)	8 360 000 \$
2. Produire un aide-mémoire à l’intention des services policiers concernant l’engagement de ne pas troubler l’ordre public prévu à l’article 810 du Code criminel et s’assurer que les victimes ont accès à de l’information juste et fiable quant aux limites de ce recours	MSP	231 228 \$
AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE		
3. Rehausser le financement des maisons d’hébergement d’urgence pour les femmes et les enfants en contexte de violence conjugale	MSSS	50 000 000 \$
4. Consolider le financement d’actions sous la responsabilité du MSSS inscrites au Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 (<i>S’inscrit en complémentarité avec les actions 16, 17, 18 et 31 du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>) ¹	MSSS	82 500 000 \$
5. Bonifier le budget du Programme d’amélioration des maisons d’hébergement	SHQ	6 000 000 \$
6. Consolider les cellules d’intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d’homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec	SCF	5 000 000 \$
7. Outiller les intervenantes et intervenants des centres d’hébergement pour pères, des organismes communautaires Famille et des haltes-garderies communautaires pour mieux détecter la violence conjugale et prévenir les situations à risque de dangerosité	Famille	1 250 000 \$
8. Outiller, à l’aide d’une trousse virtuelle, le personnel des services de garde éducatifs à l’enfance pour lui permettre de mieux détecter les enfants exposés à la violence conjugale et de mieux intervenir auprès d’eux	Famille	275 000 \$

- P61. LE 3 DÉCEMBRE 2020, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DÉVOILAIT LE PLAN D’ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025. VEUILLEZ NOUS INDICHER, POUR CHACUNE DES MESURES ANNONCÉES :**
- A) UNE BRÈVE DESCRIPTION DE LA MESURE;**
 - B) LE BUDGET PRÉVU, PAR ANNÉE;**
 - C) LES INDICATIFS DE PERFORMANCE;**
 - D) SI C’EST UNE NOUVELLE MESURE OU LA RECONDUCTION D’UNE MESURE DÉJÀ EXISTANTE;**
 - E) LES PARTENAIRES OU MINISTÈRES QUI COLLABORE À LA RÉALISATION DE LA MESURE.**

AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE		
9. Mettre en place un programme d’aide financière d’urgence afin de faciliter la sortie d’un milieu dangereux pour les personnes victimes, notamment de violence conjugale	MJQ	16 163 000 \$
10. Étendre à quatre régions supplémentaires le Service d’évaluation des conjoints violents au stade de la mise en liberté provisoire (<i>S’inscrit en complémentarité avec l’action 35 du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	MSP	1 784 898 \$
11. Développer un outil spécifique pour l’évaluation des personnes condamnées pour une infraction en matière de violence conjugale	MSP	5 591 791 \$
12. Évaluer la pertinence d’étendre le Programme de surveillance accrue afin d’inclure toutes les personnes contrevenantes ayant reçu une sentence pour violence conjugale	MSP	938 160 \$
AXE 4 – PARTAGE DE L’EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES		
13. Bonifier la coordination et l’animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 (<i>S’inscrit en complémentarité avec l’action 43 du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	SCF	1 200 000 \$
13. A Financement de projets de sensibilisation en matière de violence conjugale (<i>S’inscrit en complémentarité avec l’action 1 du Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023</i>)	SCF	357 387 \$
14. Mener une étude de faisabilité quant à l’implantation de bracelets anti-rapprochements comme moyen de prévention des homicides conjugaux	MSP	337 852 \$
Financement d’initiatives visant spécifiquement à prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et à accroître la sécurité des femmes et de leurs familles, issues des Premières Nations et Inuits	SCF	500 000 \$
Total		180 489 316 \$

Le Secrétariat à la condition féminine est responsable de 2 actions du Plan d’action spécifique. Voici les investissements liés à celles-ci en 2021-2022 :

6. Consolider les cellules d’intervention rapide servant à assurer un suivi des personnes ayant des comportements violents à risque d’homicide et en implanter de nouvelles dans six régions du Québec : 1 882 786\$².

13. Bonifier la coordination et l’animation du Comité de travail sur la violence conjugale visant à assurer le suivi et le développement de la mise en œuvre du *Plan d’action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023*: la mise en œuvre de cette action s’est effectuée à coût nul en 2021-2022. Il est à noter que les sommes réservées pour celle-ci ont été utilisées pour bonifier les actions visant la mise en place de cellules d’intervention rapide.

² Incluant aussi les crédits de la mesure 3 sur le même sujet des Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.

- P61. LE 3 DÉCEMBRE 2020, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DÉVOILAIT LE PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025. VEUILLEZ NOUS INDiquer, POUR CHACUNE DES MESURES ANNONCÉES :**
- A) UNE BRÈVE DESCRIPTION DE LA MESURE;**
 - B) LE BUDGET PRÉVU, PAR ANNÉE;**
 - C) LES INDICATIFS DE PERFORMANCE;**
 - D) SI C'EST UNE NOUVELLE MESURE OU LA RECONDUCTION D'UNE MESURE DÉJÀ EXISTANTE;**
 - E) LES PARTENAIRES OU MINISTÈRES QUI COLLABORE À LA RÉALISATION DE LA MESURE.**
-

Il était également prévu la mise en place d'initiatives visant à prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et à accroître la sécurité des femmes et de leurs familles, issues des Premières Nations et inuites (250 000 \$ qui ont été engagés dans l'*Appel d'intention 2020-2021-Violences sexuelle, conjugale et familiale en contexte autochtone*).

- P62. LE 8 MARS 2021, LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC LANÇAIT LE PLAN D'ACTION POUR CONTRER LES IMPACTS SUR LES FEMMES EN CONTEXTE DE PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDiquer :**
- A) LA LISTE DES PARTICIPANTS AUX TRAVAUX INTERMINISTERIELS AYANT MENE AU DEPOT DU PLAN;**
 - B) LA LISTE DES RENCONTRES TENUES DANS LE CADRE DES TRAVAUX INTERMINISTERIELS;**
 - C) LA LISTE DES ORGANISMES ET PARTENAIRES RENCONTRES LORS DE L'ELABORATION DU PLAN EN INDIQUANT L'ORGANISME ET LA DATE DE LA RENCONTRE;**
 - D) POUR CHACUNE DES 24 ACTIONS PREVUES DANS LE PLAN, VEUILLEZ NOUS INDiquer LES SOMMES PREVUES POUR LA REALISATION DU PLAN EN NOUS INDIQUANT LES SOMMES DEJA PREVUES DANS LES BUDGETS ET LES NOUVELLES SOMMES;**
 - E) LA REPARTITION DU 23,1 M\$ POUR CHACUNE DES MESURES EN INDIQUANT S'IL S'AGIT DE NOUVELLES SOMMES;**
 - F) POUR CHACUNE DES MESURES ENUMEREES DANS L'ANNEXE 1 DU PLAN, VEUILLEZ NOUS INDiquer COMBIEN D'ARGENT EST RESERVE POUR LES FEMMES;**
 - G) À LA MESURE 2.1, IL EST PREVU « SENSIBILISER LES MINISTERES ET ORGANISMES AUX IMPACTS QU'AURA EUS LA CRISE SUR LES FEMMES ET LES INCITER A AVOIR RECOURS A L'ADS DANS LE DEPLOIEMENT DES ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE POUR FAIRE FACE A LA PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDiquer LA LISTE DES ACTIONS POSEES PAR LE SCT ET LE CSF DEPUIS LE DEBUT DE LA PANDEMIE A CE SUJET ET LES RESULTATS DE CETTE MESURE.**

Le *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie* a été lancé le 8 mars 2021. La coordination de ce plan est sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine (SCF).

Le SCF est responsable de la mise en œuvre de 10 actions. Les montants versés en 2021-2022, au 28 février 2022, pour chacune des actions sous la responsabilité du SCF sont les suivants :

ACTIONS	Montants versés	Statut de l'action au 28 mars 2022
1.1 Appuyer les entreprises à propriété féminine dans l'adaptation de leur modèle d'affaires en contexte de crise sanitaire	470 000 \$	En cours
1.4 Soutenir les entreprises pour permettre l'intensification de l'offre de climats de travail sains, inclusifs, durables et respectueux des droits dans l'industrie de la construction, particulièrement dans le contexte de la pandémie et de la relance	-	En cours
1.5 Développer une concertation nationale et régionale dans le but de renforcer les efforts soutenant la participation des femmes au marché du travail dans les secteurs visés par la relance économique, dont la construction	21 610 \$	En cours
1.7 Stimuler la participation des femmes aux conseils d'administration en contexte de relance	15 000 \$	Complétée
2.1 Sensibiliser les ministères et organismes aux impacts qu'aura eus la crise sur les femmes et les inciter à avoir recours à l'analyse différenciée selon les sexes dans le déploiement des actions à mettre en œuvre pour faire face à la pandémie	-	En cours
2.2 Étudier les impacts de la pandémie sur la santé des femmes et sur les inégalités, en vue de sensibiliser la population et les milieux décisionnels	-	Complétée
3.1 Accompagner des entreprises de certains secteurs à prédominance masculine dans l'acquisition de bonnes pratiques en matière de CFTE et promouvoir la coparentalité	24 357 \$	En cours
4.1 Briser l'isolement des femmes et agir sur la détresse psychologique vécue dans le contexte de la crise	544 349 \$	En cours
4.2 Adapter et élaborer des outils d'information et de sensibilisation liés aux réalités vécues par les personnes en situation de prostitution dans le contexte de la COVID-19	10 000 \$	En cours
5.2. Analyser le phénomène de sous-valorisation des emplois à prédominance féminine et formuler des recommandations visant à mettre en place des actions permettant d'assurer une meilleure reconnaissance de la valeur de ces emplois d'un milieu à l'autre	79 219 \$	En cours

Dans le cadre du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie*, une mesure visant à minimiser les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les femmes et les filles autochtones est en cours de mise en œuvre. Un montant de 52 852 \$ a été versé en 2021-2022.

P62. LE 8 MARS 2021, LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC LANÇAIT LE PLAN D'ACTION POUR CONTRER LES IMPACTS SUR LES FEMMES EN CONTEXTE DE PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER :

- A) LA LISTE DES PARTICIPANTS AUX TRAVAUX INTERMINISTÉRIELS AYANT MENE AU DÉPÔT DU PLAN;**
 - B) LA LISTE DES RENCONTRES TENUES DANS LE CADRE DES TRAVAUX INTERMINISTÉRIELS;**
 - C) LA LISTE DES ORGANISMES ET PARTENAIRES RENCONTRES LORS DE L'ÉLABORATION DU PLAN EN INDIQUANT L'ORGANISME ET LA DATE DE LA RENCONTRE;**
 - D) POUR CHACUNE DES 24 ACTIONS PRÉVUES DANS LE PLAN, VEUILLEZ NOUS INDIQUER LES SOMMES PRÉVUES POUR LA RÉALISATION DU PLAN EN NOUS INDIQUANT LES SOMMES DÉJÀ PRÉVUES DANS LES BUDGETS ET LES NOUVELLES SOMMES;**
 - E) LA RÉPARTITION DU 23,1 M\$ POUR CHACUNE DES MESURES EN INDIQUANT S'IL S'AGIT DE NOUVELLES SOMMES;**
 - F) POUR CHACUNE DES MESURES ÉNUMÉRÉES DANS L'ANNEXE 1 DU PLAN, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN D'ARGENT EST RÉSERVÉ POUR LES FEMMES;**
 - G) À LA MESURE 2.1, IL EST PRÉVU « SENSIBILISER LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AUX IMPACTS QU'AURA EUS LA CRISE SUR LES FEMMES ET LES INCITER À AVOIR RECOURS À L'ADS DANS LE DÉPLOIEMENT DES ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE POUR FAIRE FACE À LA PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA LISTE DES ACTIONS POSÉES PAR LE SCT ET LE CSF DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDEMIE À CE SUJET ET LES RÉSULTATS DE CETTE MESURE.**
-

F) POUR CHACUNE DES MESURES ÉNUMÉRÉES DANS L'ANNEXE 1 DU PLAN, VEUILLEZ NOUS INDIQUER COMBIEN D'ARGENT EST RÉSERVÉ POUR LES FEMMES;

La plupart des actions présentées en annexe 1 du Plan d'action sont sous la responsabilité de d'autres ministères et organismes.

G) À LA MESURE 2.1, IL EST PRÉVU « SENSIBILISER LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AUX IMPACTS QU'AURA EUS LA CRISE SUR LES FEMMES ET LES INCITER À AVOIR RECOURS À L'ADS DANS LE DÉPLOIEMENT DES ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE POUR FAIRE FACE À LA PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDIQUER LA LISTE DES ACTIONS POSÉES PAR LE SCT ET LE CSF DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDEMIE À CE SUJET ET LES RÉSULTATS DE CETTE MESURE.

Pour le Secrétariat à la condition féminine :

Dans le cadre du *Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie* lancé le 8 mars 2021, une mesure sous la responsabilité du SCF prévoit la sensibilisation des ministères et organismes aux impacts qu'aura eu la crise sur les femmes et les inciter à avoir recours à l'ADS dans le déploiement des actions à mettre en œuvre pour faire face à la pandémie. 1 M\$ sur 5 ans a été alloué au SCF dans le budget 2021-2022 pour soutenir l'ADS dans le cadre de cette mesure ce qui s'est traduit par l'ajout de deux nouvelles conseillères en égalité dédiées à l'ADS.

Afin de mettre à jour, améliorer et approfondir leurs compétences en ADS+, 18 professionnelles, 1 étudiante et 2 gestionnaires du SCF ont suivi une formation de 14 heures en ADS+ au printemps 2021, dispensée par madame Amélie Keyser-Verreault, conseillère scientifique à l'Institut EDI (Équité, Diversité, Inclusion, Intersectionnalité) de l'Université Laval.

Une nouvelle formation d'introduction à l'ADS à l'intention des professionnelles et professionnels du gouvernement a également été élaborée en décembre 2021 par le SCF. Depuis, le SCF a formé 30 professionnelles et professionnels provenant de trois ministères (ministère de l'Éducation (14), ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (8) et ministère de l'Économie et de l'Innovation (8)). Le SCF a poursuivi ses activités de sensibilisation et de formation à la disposition des ministères et organismes et leur offre du soutien dans l'intégration de l'ADS à leurs projets (stratégie gouvernementale, plan d'action, loi, règlement, programme, service public, etc.).

En 2021-2022, le soutien offert par le SCF en termes d'accompagnements et d'avis en matière d'ADS se poursuit pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation des projets gouvernementaux suivants (en date du 28 février) :

- *Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes 2021-2026 – Reconnaître pour mieux soutenir* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Politique gouvernementale de prévention en santé publique* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire 2021-2026* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Réforme du droit de la famille* (ministère de la Justice)
- *Règlement d'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* (ministère de la Justice)
- *Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026 – S'unir pour un mieux-être collectif* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Révision de la Loi sur la santé et la sécurité du travail* (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027* (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- *Stratégie gouvernementale en développement durable* (ministère de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques)

P62. LE 8 MARS 2021, LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC LANÇAIT LE PLAN D'ACTION POUR CONTRER LES IMPACTS SUR LES FEMMES EN CONTEXTE DE PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDiquer :

- A) LA LISTE DES PARTICIPANTS AUX TRAVAUX INTERMINISTERIELS AYANT MENE AU DEPOT DU PLAN;**
 - B) LA LISTE DES RENCONTRES TENUES DANS LE CADRE DES TRAVAUX INTERMINISTERIELS;**
 - C) LA LISTE DES ORGANISMES ET PARTENAIRES RENCONTRES LORS DE L'ELABORATION DU PLAN EN INDICANT L'ORGANISME ET LA DATE DE LA RENCONTRE;**
 - D) POUR CHACUNE DES 24 ACTIONS PREVUES DANS LE PLAN, VEUILLEZ NOUS INDICER LES SOMMES PREVUES POUR LA REALISATION DU PLAN EN NOUS INDICANT LES SOMMES DEJA PREVUES DANS LES BUDGETS ET LES NOUVELLES SOMMES;**
 - E) LA REPARTITION DU 23,1 M\$ POUR CHACUNE DES MESURES EN INDICANT S'IL S'AGIT DE NOUVELLES SOMMES;**
 - F) POUR CHACUNE DES MESURES ENUMEREES DANS L'ANNEXE 1 DU PLAN, VEUILLEZ NOUS INDICER COMBIEN D'ARGENT EST RESERVE POUR LES FEMMES;**
 - G) À LA MESURE 2.1, IL EST PREVU « SENSIBILISER LES MINISTERES ET ORGANISMES AUX IMPACTS QU'AURA EUS LA CRISE SUR LES FEMMES ET LES INCITER A AVOIR RECOURS A L'ADS DANS LE DEPLOIEMENT DES ACTIONS A METTRE EN ŒUVRE POUR FAIRE FACE A LA PANDEMIE. VEUILLEZ NOUS INDICER LA LISTE DES ACTIONS POSEES PAR LE SCT ET LE CSF DEPUIS LE DEBUT DE LA PANDEMIE A CE SUJET ET LES RESULTATS DE CETTE MESURE.**
-

- *Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires* (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)
- *Plan d'action de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (ministère de la Justice)
- *Comité de pertinence pour une action concertée en santé psychologique au travail* (Fonds de recherche du Québec)

P63. DÉTAILLER LES SOMMES INVESTIES DANS LE *PROGRAMME DE SUBVENTION À LA RELANCE* POUR 2021-2022. FOURNIR CELLES PRÉVUES POUR 2022-2023.

Le Programme de subvention à la relance offre des subventions entre 10 000 \$ et 20 000 \$ permettant d’aider une entrepreneure à adapter son modèle d’affaires (ex. : virage numérique ou opportunité avec une viabilité à long terme obtenue à la suite de la crise de la COVID-19). La subvention est conjuguée à un accompagnement personnalisé et soutenu d’une durée de 12 mois, offert par l’organisme Evol (anciennement Femmessor). Ce même organisme a été mandaté pour administrer le Programme.

En 2021-2022, 25 entreprises à propriété féminine ont reçu une subvention de 10 000 \$ ou 20 000 \$, pour un montant total de 470 000 \$.

- P64. LE 16 FÉVRIER 2021, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNONÇAIT, PAR L'ENTREMISE DU PROGRAMME D'AIDE À L'ENTREPRENEURIAT, UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE NON REMBOURSABLE DE 1,2 MILLION DE DOLLARS AU RÉSEAU DES FEMMES D'AFFAIRES DU QUÉBEC (RFAQ) AFIN D'ACCÉLÉRER LA RELANCE DES ENTREPRISES À PROPRIÉTÉ FÉMININE PAR L'ACCÈS À DE NOUVEAUX MARCHÉS SUR UNE PÉRIODE DE 3 ANS. VEUILLEZ INDiquer :**
- A) LA MÉTHODE DE SÉLECTION DES 500 ENTREPRISES VISÉES PAR LE PROGRAMME;**
 - B) LA MÉTHODE DE SÉLECTION DES 8 RÉGIONS SÉLECTIONNÉES PAR LE GOUVERNEMENT : SAINT-LAURENT, CAPITALE-NATIONALE, CENTRE-DU-QUÉBEC, CHAUDIÈRE-APPALACHES, ESTRIE, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES ET SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN;**
 - C) VEUILLEZ NOUS INDiquer QUAND LE GOUVERNEMENT ENTEND DÉPLOYER LE PROGRAMME POUR LES 9 RÉGIONS MANQUANTES;**
 - D) LES SOMMES PRÉVUES PAR ANNÉE, POUR LES 3 PROCHAINES ANNÉES.**
-

Cette question relève du ministère de l'Économie et de l'Innovation.

P65. Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer :

- a) Le nombre d'employés. es dédiés à cette ligne ;**
 - b) Le nombre d'employés. es à temps partiel ;**
 - c) Le nombre d'employés. es à temps complet**
 - d) La formation reçue par les employés. es ;**
 - e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique ;**
 - f) Le nombre d'appels reçus à ce jour ;**
 - g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale)**
 - h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne ;**
 - i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique ;**
 - j) Les actions posées suite aux appels ;**
 - k) Les appels restants sans suivi.**
-

Cette question relève du ministère de la Justice.

